

République du Niger

PROJET DE PETITE IRRIGATION RUWANMU

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 17 novembre au 09 décembre 2014
Date du document: 20/01/2015
No. du Projet: ESP14-NE/877-NE/C1390-NE
No. du rapport: 3634-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C.	Produits et effets	4
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	10
E.	Aspects fiduciaires	13
F.	Durabilité	15
G.	Autres	15
H.	Conclusion	16

Liste des illustrations

Figure 1: Décaissement du prêt FFE

Figure 2: Décaissement du prêt FIDA

Figure 1: Décaissement du don FIDA

Liste des tableaux

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante

Tableau 5C: Décaissement par source de financement

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	17
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	20
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	23
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	26
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie (Financement initial)	32
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	38
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	39

Annexes – Volume II

Annexe 1: Gestion financière
Annexe 2: Petite irrigation
Annexe 3: Bassins versants et associations des usagers de l'eau
Annexe 4: Champs écoles paysans maraîchers
Annexe 5: Revue des activités d'ingénierie sociale au sein des PDE
Annexe 6: Infrastructures commerciales et pistes rurales
Annexe 7: Genre et ciblage
Annexe 8: Nutrition
Annexe 9: Partenariats
Annexe 10: Suivi et évaluation
Annexe 11: Système d'information géographique

Sigles et acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AGRYMET	Agro-Hydro-Météorologie
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BI	Boutique d'Intrants
BV	Bassin Versant
CAIMA	Centrale d'Achat des Intrants et Matériels Agricoles
CCS	Centre de Collecte Stratégique
CDAP	Comité Départemental d'Analyse des Projets
CEPM	Champs Ecoles Paysans Maraichers
CES-DRS	Conservation des eaux et des Sols – Défense et Restauration des Sols
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COGES	Comité de Gestion
CP	Comité de Pilotage
CPS	Centre de prestations de services
CR	Commune Rurale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CV	Curriculum Vitae
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Projet
DG	Directeur Général
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DMP	Dossier de Micro Projet
DPD	Demande de Paiement Direct
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Remboursement des Fonds
DVPR	Dispositif du Volet Pistes Rurales
EPTIN	Etude du Potentiel des Terres Irrigables du Niger
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
F3I	Fonds pour les Investissements des Initiatives et Innovations
GATE	Groupe d'Assistance Technique et d'Etudes
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIPP	Gestion Intégrée des Plantes et des Pestes
GSC	Groupements de Service Conseil
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
HG	<i>Hadin Gwiwa</i>
I3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
IARBIC	Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives
INS	Institut National de la Statistique
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JDC	Jardin de Case
MAG	Ministère de l'Agriculture
MER	Micro-Entreprise Rurale
MP	Micro Projet
MP/AT/DC	Ministère du Plan, de l'Aménagement et du Développement Communautaire
MV	Mise en Valeur
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement international
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OP	Organisation de producteurs
PAAF	Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDE	Pôle de Développement Economique

PDES	Plan de Développement Economique et Social
PDP	Profil de Décaissement par type de Projet
PFN	Programme Niger FIDA
PI	Petite Irrigation
PMERSA/MTZ	Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les régions de Maradi Tahoua et Zinder
PP	Pratiques Paysannes
PPI	Projet Petite Irrigation
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPM	Plan de Passation des Marchés
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
PUSADER	Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et du Développement Rural
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RECAO	Réseau des Chambres d'Agriculture en Afrique de l'Ouest
RUWANMU	Notre eau
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage
SCRO	Société Civile Rurale Organisée
SDR	Schémas Directeurs Régionaux
S-E	Suivi-Evaluation
SFD	Système financier décentralisé
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
SIMA	Système d'information des marchés agricoles
SPM	Spécialiste de la Passation des Marchés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TdR	Termes de Références
TRIE	Taux de Rentabilité Interne Economique
TVA	Taxe sur la Valeur Ajouté
VAN	Valeur Actuelle nette
ZEP	Zone d'Encadrement Prioritaire

A. Introduction¹

1. Du 17 novembre au 09 décembre 2014, une mission de supervision conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Niger a procédé à la troisième supervision du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi (PASADEM) et du Projet de Petite Irrigation (PPI) *Ruwanmu*. L'objectif général de la mission était d'appuyer les équipes nationales et régionales du PPI *Ruwanmu* et de l'Unité de Coordination et de Gestion (UCGP) du PASADEM dans la mise en œuvre efficace et efficiente des deux projets, surtout en vue de la phase de transition des projets vers le Programme Pays (Programme de Développement de l'Agriculture Familiale – ProDAF). De manière spécifique, la mission devait: i) évaluer la performance globale des approches adoptées du point de vue stratégique et opérationnel; ii) mesurer les progrès en termes de contribution à l'atteinte des objectifs qui ont été assignés aux deux projets et leur pertinence par rapports aux politiques publiques de développement du Pays; iii) assurer la poursuite efficace des activités techniques et financières (bilan de mise en œuvre des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) 2014 et planification/harmonisation des PTBA 2015) des projets et leur phasage avec le ProDAF; iv) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées; v) faire une analyse globale des projets sous les angles de montage institutionnel et du fonctionnement; vi) formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour la suite des projets et pour leur évolution technique, organisationnelle et fiduciaire vers le ProDAF.

2. L'initiative de cette première mission conjointe PASADEM/PPI *Ruwanmu* constitue une phase additionnelle des étapes de construction de l'approche d'alignement et de cohérence des opérations FIDA au Niger vers un Programme unique.

3. La mission de supervision conjointe s'est déroulée en même temps que la mission de revue à mi-parcours (RMP) du don du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM - 22 novembre au 9 décembre 2014), mis en œuvre à travers la composante "Gestion durable des terres" du PASADEM. La RMP avait pour objectif d'analyser la performance et l'impact du financement FEM (4,2 millions de dollars) transféré au PASADEM en juin 2013. Les constats et recommandations de la RMP sont intégrés dans le présent aide-mémoire.

4. A Niamey, la mission a rencontré M. Maidagi Allambeye, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, M. Allahoury Diallo, Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, Mme Kané Aichatou Boulama, Directrice de Cabinet du Premier Ministre, M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture (MAG), M. Ousmane Oumarou et Mme Moustapha Aichatou, respectivement Directeur de la Programmation des investissements et Directrice du Suivi des Investissements au Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MP/AT/DC). Elle a tenu des séances de travail avec la Cellule Nationale de Coordination (CNC) pour faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu* et plus particulièrement l'exécution du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2014. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de Tahoua, Zinder et Maradi (TMZ) où elle a rencontré les Gouverneurs de la Région de Tahoua et Zinder et visité des réalisations des deux projets dans les communes de Dogaraoua, Karofane, Sabon Guida, Tahoua, Tabalak, et Tajaé (Tahoua); d'Aguié, Guidan Roudji, Chadakori, Gangara, Gazaoua, Safo, Tessaoua, Kona et Tibiri (Maradi); Bandé, Doungou, Guidimouni, Guidiguir, Mirriah et Wacha

¹ Composition de la mission. L'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, Chef de mission, M. Amadou Mamane Aminou, nutrition et sécurité alimentaire, Mme Reine Anani, suivi et évaluation, Mme Brigitte Bagnol, genre et ciblage, autonomisation des femmes, Mme Anna Cerutti, genre et ciblage, autonomisation des femmes, Mme Juliane Friedrich (FIDA/PTA), nutrition et sécurité alimentaire, Mme Waffa El-Khoury (FIDA/PTA), agronome, M. Thierry Lassalle, agroéconomiste, développement des marchés de demi-gros, M. Arnaud Leidgens, Gestion des Ressources Naturelles, Environnement et SIG, Habibou Mahamadou, ingénieur du génie rural, M. Papa Alioune Mbaye, gestion fiduciaire, Mme Maëlle Peltier, RMP/FEM, Pierre Scheirman, ingénieur du génie rural, M. Jean-Marc Sinnassamy, Responsable de programme au Secrétariat du FEM, M. Bakienne Son, **agronome**. La partie gouvernementale était composée de M. Abdou Chaibou, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Alyou Abdou Ali, DSI/MP/AT/DC, M. Boubacar Arié, DGGR/MAG, M. Amadou Bachir, HC-3N, M. Salifou Maman Bassirou, DEP/ME/SU/DD, M. Ali Djibo, DGRR/M/E. M. Kadre Kadei, CPO/FIDA, M. Halidou Idrissa Amadou, M. Namata Issa Mamane, M. Maman Moustapha, M. Ousmane Traoré respectivement vétérinaire, agronome, sociologue et économiste du Groupe d'Assistance Technique et d'Études (GATE) du Programme FIDA au Niger, faisaient partie intégrante de la mission. M. Vincenzo Galastro, Chargé de portefeuille du FIDA pour le Niger s'est joint à la mission du 28 novembre au 09 décembre. M. Paulino Isidoro-Ramirez et Mme Ana Castilo, respectivement Chargé des projets et Chargée des programmes de développement rural, OTC/AECID Niger, ont participé aux visites de terrain de la mission du 19 au 29 novembre

(Zinder). Au cours de ces visites, la mission a eu des échanges avec les autorités coutumières, les préfets, les maires et les bénéficiaires.

5. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail spécifiques avec l'UCGP/PASADEM, les cellules régionales de coordination (CRC) du PPI *Ruwanmu*, les services techniques déconcentrés, les chambres régionales d'agriculture (CRA) et d'autres partenaires d'exécution des projets, notamment les groupements des services conseils (GSC)/ONG/GACAP et les impliqués dans la mise en œuvre des activités des deux projets. Ces séances étaient destinées à faire le point sur les réalisations financières et physiques du PASADEM et des CRC/PPI *Ruwanmu*. Après les visites de terrain, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations le 02 décembre à Maradi au cours d'une réunion regroupant l'UCGP/PASADEM, les équipes nationale et régionales/PPI *Ruwanmu* et les principaux partenaires des deux projets au niveau régional.

6. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 09 décembre 2014 à Niamey au cours d'une réunion de restitution regroupant les représentants des ministères concernés, l'UCGP/PASADEM, les équipes de la CNC et des CRC/PPI *Ruwanmu* et les partenaires techniques et financiers des deux projets.

7. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, aux équipes des deux projets et à leurs partenaires, aux autorités locales, et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

8. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, à l'équipe du projet, aux autorités locales, aux partenaires du projet et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

9. L'objectif global du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son objectif de développement est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans les 30 communes identifiées. Le projet est structuré en trois composantes: (i) Composante 1:Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation; (ii) Composante 2: Développement d'infrastructures économiques; et (iii) Composante 3:Coordination et gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique.

10. Le PPI *Ruwanmu* est entré en vigueur le 19 février 2013 pour une durée d'exécution de cinq ans. Son achèvement est prévu pour le 30 mars 2018 et sa clôture le 30 septembre 2018. Le coût total du PPI *Ruwanmu* est estimé à 25,6 millions USD, dont 18,76 millions USD du Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire, 1,7 millions USD du prêt FIDA; (iii) 1 million USD du don FIDA; et 4,1 millions USD du Gouvernement nigérien.

11. **Pertinence.** Le PPI *Ruwanmu* s'insère dans quatre des cinq axes stratégiques de l'i3N (axes 1, 2, 3 et 4: accroissement et diversification des productions; approvisionnement des marchés; amélioration de la résilience des populations, particulièrement les plus vulnérables; et amélioration de l'état nutritionnel des nigériens). Le projet contribue à la mise en œuvre du plan d'accélération de l'i3N à travers: (i) la promotion du développement de la Petite Irrigation familiale²; (ii) la réhabilitation des terres dégradées; et (iii) la réalisation des infrastructures rurales (pistes et plates-formes de commercialisation). Le PPI *Ruwanmu* s'inscrit aussi dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'i3N constitue le troisième axe. De même, il contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable. Il participe aussi à la stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique en cours d'exécution dans 16 communes de convergence des régions Tahoua, Maradi et Zinder.

12. **Efficacité.** Au 31 octobre 2014, les activités prévues dans le PTBA 2014 du PPI *Ruwanmu* ont été réalisées respectivement à 74%. Pour la même période, le taux d'exécution financière du PTBA 2014 était évalué à 65% sans engagements; et à 95% avec engagements qui seront apurés au 31 décembre. Ce niveau d'exécution est très satisfaisant.

² Contribution du projet estimée à environ 33% de l'objectif de l'i3N

13. L'efficacité de l'équipe du PPI *Ruwanmu* est également reflétée par sa contribution significative dans la conception du ProDAF et la poursuite de la mise en œuvre des « chantiers » communs PASADEM/PPI *Ruwanmu*, notamment les volets dialogue politique, pistes rurales, genre, communication, suivi-évaluation, et Système d'Information Géographique (SIG). Le partenariat du projet avec le PAM dans le domaine de l'aménagement des bassins versants contribue également à augmenter son efficacité. Par ailleurs, l'efficacité de l'équipe du PPI *Ruwanmu* est aussi matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs actions supplémentaires liées au portefeuille FIDA au Niger, dont les plus importantes sont: i) la clôture des projets IRDAR-RCI (30 avril) et PUSADER (30 septembre) décaissés à 95%; ii) le suivi du processus de signature et ratification du PUSADER + sur financement additionnel de l'OFID; et iii) le suivi du processus de traitement du projet de protocole d'Accord du PAMIRTA³ sur financement de la Coopération Italienne signé le 27 novembre 2014.

14. **Réalisations cumulées.** Au 31 octobre 2014, l'état d'avancement de l'exécution des activités majeures du PPI *Ruwanmu* se présente comme suit: (i) mise en place de 503 champs école paysans maraichers (CEPM) (46% de la cible du projet); (ii) traitement de 1 857 ha (56%) de bassins versants (BV); (iii) aménagement/consolidation de 2 050 ha en petite irrigation (30%); (iv) construction/réhabilitation de 123 km de pistes rurales (analyse des offres en cours); et (v) avant-projets sommaires de 11 plateformes de commercialisation. En incluant les réalisations prévues dans le PTBA 2015, il est prévu que le taux de réalisation varie entre 13% (infrastructures de marché) et 84% (traitement des BV).

15. **Efficience.** Le taux de décaissement (toutes sources de financement confondues) des fonds alloués au PPI *Ruwanmu* est passé de 18% (31 mars 2014) à 58% (15 novembre 2014). L'analyse des dépenses par catégorie indique qu'au 15 novembre 2014, les dépenses de la catégorie « salaire et coût de fonctionnement » pour le PPI *Ruwanmu* représentent environ 11% des dépenses globales à date contre 16% au 31 mars 2014. Suivant les estimations du Costab, les dépenses de cette catégorie pour le PPI *Ruwanmu* devaient représenter 7,5% du budget qui lui est alloué. Le déséquilibre actuel entre les dépenses de fonctionnement et les investissements sera corrigé en 2015 avec la réalisation des investissements en pistes.

16. **Effets et impacts.** Le PPI *Ruwanmu* arrive à mi-parcours le 30 septembre 2015. L'évaluation approfondie des premiers effets et impacts du projet devrait être réalisée avant cette échéance. Sur la base des rapports d'activités du projet et des témoignages des bénéficiaires rencontrés, la mission confirme les premiers effets de l'intervention du PPI *Ruwanmu* dont les plus significatifs sont: (i) l'augmentation des rendements chez les adoptants des innovations issues des CEPM, estimée à 125% pour les cultures maraîchères; et (ii) la création d'emplois temporaires⁴ générés par les activités de récupération des terres dégradées à travers l'aménagement des bassins versants.

17. **Projection des décaissements au 31 décembre 2015.** Sur la base des activités prévues au titre du PTBA 2015 du PPI *Ruwanmu*, les prévisions du PTBA 2015 font ressortir un reliquat sur les fonds du prêt FFE d'environ 1 milliard FCFA, soit un taux de décaissement cumulé d'environ 90% (hors avance initiale). Ce reliquat pourra prendre en charge en 2016/17 la mise en place de 400 CEP, le traitement de 500 ha de BV, et l'aménagement de 2 500 ha. Ceci portera le taux de réalisation des objectifs globaux pour les activités majeures à 80% (CEPM et pistes) et 100% (BV et PI). Il convient cependant de noter que les infrastructures commerciales prévues ne pourront pas être construites avec le reliquat des fonds du prêt alors que l'ingénierie sociale est bien avancée pour certaines de ces infrastructures. La mission recommande que des fonds additionnels soient mobilisés auprès d'autres sources de financement afin de construire au moins 2 marchés de demi gros et 4 centres de collecte satellites avant l'achèvement du PPI *Ruwanmu*.

18. Le taux de décaissement prévisionnel élevé pour le PPI *Ruwanmu* à mi-parcours de son exécution s'explique par le contexte dans lequel le projet a évolué, particulièrement marqué par la séparation effective des bases logistiques entre le PAC et le projet, ainsi que la régionalisation de la gestion du projet pour anticiper l'évolution harmonieuse du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* vers une approche programme. Ceci a eu pour effet une augmentation significative des effectifs du personnel du projet et l'affectation d'un montant important (non prévu initialement) au renforcement des bases

³ IRDAR-RCI: Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural-Renforcement des Capacités Institutionnelles; PUSADER: Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire et au développement rural, OFID: OPEC Fund for International Development; PAMIRTA: Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua

⁴ 648 095 H/J pour 9184 bénéficiaires

logistiques incluant la construction des sièges régionaux (Tahoua et Zinder). L'anticipation de l'approche programme facilitera le démarrage rapide du nouveau Programme.

19. Evolution des projets FIDA vers un seul Programme (ProDAF). Les activités en cours du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* sont à la base de la conception du ProDAF qui passe à l'échelle les principaux acquis sur les trois régions de TMZ. Le processus de conception du ProDAF est en phase finale de rédaction pour la revue finale de la qualité tant au niveau du FIDA (Quality Assurance – QA - en janvier 2015) qu'au niveau du Gouvernement du Niger. Il est prévu de présenter ce programme au Conseil du FIDA en avril 2015 pour un lancement en juillet 2015. La conception s'est faite en collaboration avec les équipes du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* qui se fondront dans le programme tout en gardant leurs objectifs physiques. Le tableau joint en annexe 2 de l'aide-mémoire montre comment sur chaque région les infrastructures économiques vont passer à l'échelle par pôle de développement économique des trois régions.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Mobiliser les fonds additionnels pour la réalisation des infrastructures de commercialisation	CNC/PPI <i>Ruwanmu</i>	Année 2015

C. Produits et effets

Composante 1: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation

Sous-composante 1.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières

20. Connaissance du potentiel hydrique et foncier. Le PPI *Ruwanmu* contribue à la mise en œuvre de l'étude EPTIN (Evaluation du Potentiel en Terres irrigables et irriguées) dans 6 départements de la région de Tahoua non couverts par les financements acquis et correspondant à la zone d'intervention du projet. Le PPI *Ruwanmu* a signé une convention le 31.12.2013 avec la Direction Générale du Génie Rural (DGGR) pour la conduite de cette étude. A la date du 30.11.2014, un document provisoire de l'étude est disponible.

21. Suivi du potentiel hydrique. Une convention tripartite PPI *Ruwanmu*, DGGR, DGH (Direction Générale de l'Hydraulique) pour le renforcement du réseau des piézomètres et le suivi des nappes a été signée le 21.02.2014 pour une durée de 5 ans. La mission note avec satisfaction l'installation de 310 piézomètres, dont 11 non encore réceptionnés à Tahoua. Le dispositif du suivi des piézomètres a démarré au niveau de 3 régions.

22. Mise en place et animation des Associations des Usagers de l'Eau (AUE). Quinze AUE ont été mises en place en collaboration avec les CRA, dans une logique de concertation des acteurs autour de la ressource et d'implantation liée aux bassins versants. Ces plateformes sont composées de représentants de tous les groupes d'utilisateurs. Ses membres se positionnent de plus en plus comme les "gardiens de l'eau" et commencent à établir des liens entre la gestion des aménagements CES/DRS en amont et les conditions d'utilisation des usagers en aval.

23. La mission recommande de réfléchir, en concertation avec toutes les parties prenantes (CRA, DRH, DRGR, DRE, mairies, usagers), à un dispositif transparent mettant à contribution les producteurs des bassins de production protégés pour l'aménagement et l'entretien des ouvrages CES/DRS en amont.

24. Aménagement des bassins versants. En 2014, le projet a traité 1 857 ha de bassins versants, répartis au niveau de 11 sites (dont 5 sites dans les communes de convergences avec le PAM). Ces activités de *Cash for Asset* ont permis la création d'emplois temporaires (648 595 hommes/jour), au profit de 9 184 bénéficiaires directs, dont 39% de femmes et 25% de jeunes. Les 900 ha supplémentaires prévus en 2015 permettraient d'atteindre 2 757 ha, soit 84% de la cible du projet.

25. Les COGES de traitement des BV sont formés et équipés. Il conviendrait désormais de créer, en partenariat avec les ONG prestataires, des conditions de pérennisation et d'appropriation des sites récupérés par les bénéficiaires. La mission recommande d'initier suffisamment tôt les réflexions autour des responsabilités de gardiennage et de mise en défens, ainsi que les modalités d'une exploitation durable et rentable des ressources restaurées permettant leur autofinancement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
2. Accélérer la finalisation et la diffusion des résultats de l'étude EPTIN	CNC/CRC	Janvier 2015
3. Appuyer les CRA en outils cartographiques liés à la gestion rationnelle de l'eau	CNC/CRC	Avril 2015
4. Poursuivre l'élargissement du domaine de concertation des AUE vers une approche bassin (intégration des COGES CES/DRS en amont)	CNC/CRC, CRA	Immédiat et continu
5. Mener la réflexion sur une exploitation durable et rentable des terres restaurées par les communautés, ainsi que la structuration et l'ancrage institutionnel des COGES	CNC / CRC/ONG prestataires	Avant mars 2015

26. Aménagement et mise en valeur de la petite irrigation. La mission note que la qualité des infrastructures et équipements réalisés est globalement bonne et que les bénéficiaires expriment leur satisfaction pour les dotations reçues passant de 381 ha en 2013 à 1 669 ha, soit un total de 2 050 ha (31% de l'objectif global du projet pour la Petite Irrigation). La mission constate que: (i) l'eau des forages destinée à l'irrigation est utilisée pour la consommation humaine, sans aucune analyse au préalable, (ii) les bénéfices tirés de l'exploitation des bassins de production à travers la PI ne sont pas accompagnés de mécanisme de financement pour la protection des bassins de productions par les organisations des producteurs, (iii) le retard et la faible mobilisation des contreparties des producteurs pour leur microprojet (Tahoua: 72%, Maradi: 55%, Zinder: 20%) ayant comme conséquence que les équipements sont stockés au niveau des communes. De plus, dans certains bassins de production, on observe de manière empirique que les surfaces mises en eau par les binômes d'irrigants dépassent souvent la surface de référence de 0,5 ha par forage, ce qui augmente la rentabilité de l'investissement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
6. Envisager un mécanisme de financement de l'entretien des bassins versants par le paiement d'une cotisation saisonnière « eau » par les utilisateurs d'eau (irrigants) des bassins de production par le biais des AUE	CNC/CRC, CRA	Immédiat et continu
7. Insérer dans le cahier des charges des opérateurs l'estimation des superficies réellement mise en valeur	CNC/CRC, Opérateurs	Continu
8. Fixer un délai du dépôt des contributions au niveau du compte de l'IMF. Faire des appels d'offre pour les dossiers des microprojets dont les contributions sont versées	CNC/CRC	Immédiat
9. Prévoir la réalisation de 1 353 ha de PI en travaux neufs avant juin 2015 et 2.500 ha durant la période de 2016 à 2017	CNC/CRC, Opérateurs	Continu
10. Réaliser des analyses physico chimiques des eaux d'irrigation (à travers les piézomètres)	CNC/CRC, DGGR, DDH	Immédiat

Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation

Volet 1.2-A: Renforcement des capacités de production

27. Champs écoles paysans maraichers (CEPM). Dans le cadre du PTBA 2014, les activités programmées du PPI-Ruwanmu ont été réalisées avec satisfaction. Les CEPM⁵ prévus ont été réalisés à 100% (400 CEPM réalisés sur 400 prévus) dont respectivement de 202 à Tahoua, 114 à Zinder et 84 ha à Maradi. En appui-conseil aux producteurs/trices de la petite irrigation, le taux de réalisation des superficies mises en valeur est de 134% (1 669 ha mis en valeur par 5 701 producteurs/trices), largement au-dessus des prévisions (1 250 ha prévus par 5 000 producteurs/trices).

28. Après deux années effectives de mise en œuvre (2013 et 2014), le PPI *Ruwanmu* a déjà atteint des résultats satisfaisants, comparativement aux prévisions physiques, avec un taux de réalisation de 46% pour les CEPM (1 088 CEPM prévus et 503 réalisés dont 252 à Tahoua, 143 à Zinder et 108 à Maradi).

⁵ Chaque CEPM est en moyenne de 1 000 m². Pour l'appui-conseil les producteurs/trices bénéficiaires de sont regroupés par binômes exploitant 0,5 ha/binôme

29. Les taux d'adoption des techniques innovantes par les bénéficiaires pendant et après la mise en œuvre des CEPM, d'au moins un des thèmes testés, sont satisfaisants et varient, en moyenne, entre 70 et 100% pour les apprenants dès la première campagne⁶.

30. En termes de productivité, les données du projet indiquent que les producteurs/trices ont nettement amélioré leurs rendements d'environ 124% (16-238%) contre 20% attendus pour les cultures irriguées selon le document de conception du projet⁷. Ces moyennes varient cependant d'une culture à l'autre: 16% pour le chou passant de 50 à 58 t/ha; 18% pour l'oignon passant de 39 à 46 t/ha; 156% pour la tomate passant de 9 à 23 t/ha; 238% pour le poivron passant de 8 à 27 t/ha). Cette augmentation des rendements a induit l'obtention d'un revenu additionnel moyen par bénéficiaire et par campagne d'environ 846 800 FCFA et une amélioration du disponible pour la diversification de l'alimentation.

31. En outre, l'intervention du projet, à travers les CEPM et l'appui-conseil, a favorisé la cohésion sociale, l'esprit associatif, de partage et d'entraide entre les producteurs/trices ainsi qu'elle a permis l'accès à l'alphabétisation en langues locales et leur valorisation au cours des animations et de différentes rencontres (prise de note, rapportage...). Elle a aussi développé plus de professionnalisme chez les opérateurs (DRA, ONG, GSC) et des compétences internes au sein des communautés bénéficiaires (animateurs/experts locaux).

32. Sur la base de ces insuffisances constatées sur le terrain, la mission formule quelques recommandations⁸ majeures ci-dessous:

- le développement d'un pool d'expertise nationale confirmée sur les CEPM par la formation de six à huit formateurs de haut niveau (*masters trainers*) d'origines diverses (Ministère de l'Agriculture/DRA, Recherche, RECA/CRA, Opérateurs privés: GSC, ONG,...) afin que l'approche soit toujours mieux comprise et utilisée par tous les intervenants;
- le renforcement des capacités ciblées des acteurs (producteurs, animateurs, superviseurs) sur la base d'une évaluation des besoins de chaque acteur impliqué et concerné;
- l'intégration des CEP (en culture pluviale) et des CEPM (en culture irriguée) pour un même groupe bénéficiaires, afin de permettre aux apprenants de bénéficier d'un accompagnement d'au moins deux campagnes de production, en particulier au cours de l'exécution du PRODAF;
- l'organisation d'un voyage d'échanges, à l'intention des formateurs de haut niveau, de quelques superviseurs et animateurs, dans un autre pays ayant beaucoup capitalisé dans le domaine (Sénégal, Benin, Burkina, Afrique de l'Est), afin de s'enrichir des échanges d'autres expériences;
- la capitalisation de tous les résultats et expériences acquises sur les parcelles, avec des éléments explicatifs à chaque résultat; y compris des comptes d'exploitation à tous les niveaux et pour toutes les cultures (sans projet, PP, GIPP, appui-conseil);
- la généralisation progressive de l'utilisation de la semence de qualité, des rotations/assolement et du concept de solarisation du sol dans les parcelles des cultures maraichères (pas seulement pour les pépinières), comme moyens de réduction des risques parasites (surtout du sol).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
11. Formation des formateurs de haut niveau au Niger sur l'approche CEPM	CNC/CRC	Mars 2015
12. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des acteurs des CEPM	CNC/CRC	Janvier 2015
13. Intégration des CEP et des CEPM pour un même groupe cible	CNC/CRC	Mars et Juin 2015
14. Capitalisation de tous les résultats et expériences acquises sur les CEPM (y compris compte d'exploitation)	CNC/CRC	Janvier 2015

⁶ Selon une enquête du projet menée en 2014 auprès d'un échantillon de producteurs/trices bénéficiaires des appuis (CEP, appui-conseil) dans les trois régions couvertes

⁷ Selon le document de conception du projet, l'augmentation des rendements attendue des actions d'amélioration de la productivité est de 20% aux termes du projet

⁸ Le détail des constats et recommandations sera annexé au rapport de supervision conjointe

33. Renforcement des groupements féminins et vulgarisation de la micro-irrigation au niveau des jardins de cases (JDC). La mission a relevé que l'activité JDC n'a pas été une réussite à cause de l'approche choisie notamment l'utilisation de kits de micro irrigation goutte à goutte de 500 m² et de 50 m². La manipulation de ces kits n'est pas adaptée aux capacités d'exploitation par les femmes surtout par rapport à la pénibilité de remplissage des réservoirs. La mission fait remarquer que l'efficacité des JDC serait effective lorsqu'ils sont pris en compte dans l'Espace Familial Intégré de Production Alimentaire (semences améliorées + JDC + petit élevage). La promotion du *Moringa* pour prévenir les carences en micronutriments est une approche novatrice mais afin de favoriser une bonne diversification alimentaire, on pourra aussi promouvoir, par exemple, la patate douce à chair orangée, les légumes secs et les légumineuses en fonction de la disponibilité en eau. La mission a par ailleurs noté que le module d'alphabétisation au niveau du projet prend en compte les aspects de la nutrition. Il est donc recommandé de dispenser ces cours d'alphabétisation aux bénéficiaires des JDC avec un accent sur les pratiques adéquates d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), les pratiques d'hygiène appropriées et de méthodes de transformation et de conservation des aliments.

34. Développement des micro-entreprises rurales connexes. En ce qui concerne les MER au sein du Programme Niger FIDA, la responsabilité d'identification des opportunités d'investissement dans les secteurs amont ou aval de la production agricole a été confiée à travers une convention à SINERGI avec l'objectif soit d'un financement direct de SINERGI dans l'entreprise identifiée soit d'une mise en relation de cette entreprise avec les institutions financières (IF) sur la base des plans d'affaires bancables. Six PDE ont été identifiés: Badaguichiri et Karofaneà Tahoua, Tessaoua et Guidan Roumdji à Maradi; Guidiguir et Mirriah à Zinder. SINERGI a fourni un premier rapport d'étape et quatorze notes d'instruction sur les opportunités de financement au niveau des six PDE. Dans le cadre de ces plans d'affaire, SINERGI pourra identifier des opportunités d'investissements et d'engagement direct en conformité avec ses procédures de financement. Toutefois la mission regrette l'identification d'activités d'agriculture commerciale qui sortent de l'objectif de la collaboration et recommande de se focaliser sur les activités en amont et en aval de la production agricole.

33. Alphabétisation. Le PPI *Ruwanmu* a appuyé en 2014 l'ouverture de 36 centres d'alphabétisation fonctionnelle (16 Tahoua, 10 Maradi, 10 Zinder) pour 1 800 personnes (50% de femmes) bénéficiaires des activités du projet (AUE, CEP, jardins de case, etc.) et/ou issus des structures de gestion des investissements réalisés par le projet. Le taux d'exécution est de 52% par rapport à la cible du projet. En 2015/2016, 36 nouveaux centres seront ouverts pour une durée totale de 3 ans (6 mois/an) et bénéficieront à 1 800 personnes additionnelles. Ceci permettra d'atteindre 100% de la cible du projet, tout en respectant l'approche promue par le ministère en charge de l'alphabétisation.

Volet 1.2-B: Renforcement des capacités de post-récolte et de commercialisation

34. L'accès des producteurs aux marchés ruraux de demi-gros et plateformes de transactions commerciales de produits maraîchers est un des trois piliers des interventions du *Ruwanmu*. Toutes les infrastructures économiques au sein d'un PDE – pistes et plateformes commerciales confondues – sont désormais conçues comme un système d'accès au marché liant bassins de productions, centre de collecte satellites et marchés de demi-gros.

35. Dès que la phase de lancement de chantiers avec la présence des entreprises sur les sites est concrétisée, il est important d'assurer la participation des représentants des *Hadin Gwiwa* aux réunions de sites en qualité d'observateurs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
15. Intégrer les représentants des <i>Hadin Gwiwa</i> lors des réunions de sites (marchés, pistes) en qualité d'observateurs	CNC/CRC	Immédiat

Composante 2: Développement d'infrastructures économiques

36. Etude de faisabilité des infrastructures commerciales et pistes rurales. La mission prend note des études techniques de faisabilité dans le cadre des pistes rurales et des infrastructures commerciales dont les prix unitaires se basent sur le référentiel établi en 2012. La mission recommande d'établir le calcul des prix unitaires sur base de la décomposition des prix et de l'intégrer

dans les études de faisabilité technique menées pour la réalisation des infrastructures commerciales et pistes rurales. La mission recommande de mettre à jour le référentiel des prix unitaires selon les régions.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
16. Insérer le sous détail des prix unitaires dans les études de faisabilité (APD) afin d'aboutir à un devis confidentiel et mettre à jour le référentiel des Prix unitaires	CNC/CRC	Immédiat

Sous-composante 2.1: Réhabilitation/construction des pistes rurales de désenclavement des zones de production

37. **Dispositif du Volet Pistes Rurales (DVPR).** Le personnel actuel du dispositif en poste à Maradi et mis en place au mois d'août, comprend 9 agents. Les faiblesses constatées sur l'efficacité, la performance et l'anticipation des activités du dispositif et la régionalisation future des interventions du FIDA amène à redéployer l'équipe actuel par région et au niveau national. Une feuille de route est jointe en annexe 3 de l'aide-mémoire pour la période de 2015 à 2016 afin de poursuivre les activités en cours (mise à jour des schémas directeur régionaux, validation de l'étude impact environnemental et social concernant la réalisation des tronçons des pistes rurales dans la Région de Zinder, contrôle des tronçons des pistes rurales en cours de chantier, etc.) et d'activer rapidement les engagements financiers sur les fonds reçus en octobre 2014 du PUSADER+ et de préparer le financement du PAMIRTA. De même, un chronogramme des activités pour l'année 2015 est présenté en annexe 4 de l'aide-mémoire.

38. Le DVPR a pris en compte les implantations des centres commerciaux dans sa planification sans articulation ni support cartographique mis à jour. On note aussi une interaction assez faible entre l'ingénierie sociale/civile des marchés de demi gros qui résultent d'une insuffisance d'identification d'opportunités de collaboration (notamment pour le terrassement des infrastructures commerciales situées le long des pistes).

39. **Aménagement des pistes.** Un avis d'appel d'offres a été lancé pour un marché de services pour le contrôle (en un lot) et un marché de travaux de 123,19 km de pistes rurales (en trois lots) dans la région de Zinder afin de favoriser l'accès aux infrastructures commerciales. L'ouverture des plis a eu lieu le 3 décembre 2014.

40. **Entretien courant des pistes rurales.** La mission constate que le volet entretien des pistes rurales sera mis en place après la phase étude. Afin que la population puisse intégrer les aspects d'entretien des pistes rurales, la mission recommande de mettre en place les brigades d'entretien lors du démarrage des études de faisabilité.

41. La mission encourage de mettre en place un dispositif d'entretien courant des pistes rurales aux niveaux des interventions du volet pistes rurales auprès du RUWANMU en relation avec les infrastructures commerciales par: (i) la mise en place de brigades d'entretien, (ii) la formation des brigades (ii) l'équipements en petits matériels des brigades, (iv) la participation des brigades d'entretien à la réalisation des travaux des pistes en tant que manœuvre, (v) la reconnaissance juridique par la commune de ces comités/brigades.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
17. Mettre en œuvre la feuille de route du DVPR (Annexe 3 de l'aide-mémoire)	CNC/CRC	Premier semestre 2015
18. Mettre en place et intégrer les Brigades d'entretien des routes (BER) dans les Hadin Gwiwa afin de lier économiquement les dispositifs marchés et pistes	CNC/CRC	Janvier 2015
19. Renforcer les capacités techniques et de gestion des BER (génie rural et AcSAA)	CNC/CRC	Mars 2015
20. Faire du site de Baban Ruwa (Zinder) un pilote et organiser une semaine d'interaction sur site avec les 3 régions sur ce thème (ingénierie civile et sociale, CRA, génie rural, Hadin Gwiwa)	CNC/CRC	Février 2015

Sous-composante 2.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles

Réhabilitation de centres de collecte

42. Dans le cadre du Projet, le nombre de centres de collecte avaient été estimé en fonction du nombre de communes d'intervention en contradiction avec l'approche PDE qui lie le centre de collecte satellite à un marché de demi-gros. De plus, dans le cas des produits maraîchers, le marché de collecte satellite peut ne pas être une étape pertinente dans la facilitation des flux de produits maraîchers des zones de production vers les zones de consommation. La rapidité des transferts physiques de produits frais est essentiel à la conservation de leur qualité et une plateforme de transactions commerciales à proximité d'une zone de production maraîchères peut déjà être considérée comme un petit marché de demi-gros dans lequel des acheteurs viennent s'approvisionner et directement revendre en demi-gros sur les marchés urbains ou transfrontaliers.

43. Parallèlement la construction de marchés de produits maraîchers de demi-gros péri-urbains par le PASADEM à Djirataoua en bordure de la ville de Maradi (comme ce sera plus tard le cas avec Tahoua et Zinder) va générer de nouvelles opportunités de collecte pour approvisionner ces marchés qui vont ouvrir de nouveaux débouchés: ouverture nocturne, liaison avec des marchés de détail urbains, liaison avec les marchés transfrontaliers. La mission recommande de suspendre l'implication de centre de collecte dans chaque commune d'intervention et de se focaliser sur les centres de collecte identifiés en fonction de leur liens avec les marchés de demi-gros prochainement construits.

44. Enfin la mission soutient le Projet pour suspendre la construction d'infrastructures à faible budget (conformément à celui figurant dans le budget initial) mais sous dimensionnées ou peu adaptées (pas de prise en compte du terrassement, de l'accès à l'eau, à l'énergie) et qui resteront non utilisées. Une décision finale sera prise lors de la mission à mi-parcours.

Tableau des centres de collecte satellites pris en compte par Ruwanmu

Sites	Productions principales	Marché de demi-gros	Pistes rurales	Caractéristiques	Recommandation
Baban Ruwa (Zinder)	Canne-à-sucre, tomates	Bandé Mars 2015	Baban Ruwa-Bandé décembre 2014	Moins de 3000 tonnes, pour la canne appro de Bandé	terrasser le site alloué par la mairie par l'entreprise piste qui peut éventuellement être le camp de base logistique pendant la durée de la construction
Soumarana Madarounfa (Maradi)	Produits maraîchers (salades)	Djirataoua Novembre 2014		Moins de 3000 tonnes approvisionnement direct des revendeurs urbains	Animer le Hadin Gwiwa local en le reliant avec le Hadin Gwiwa du marché de Djirataoua pour identifier les opportunités et les éventuels besoins en infrastructures;
Bazamaga (Maradi)	pastèques	Guidam Roudji (2015)		Moins de 3000 tonnes débouchés vers le Nigéria	Animer le Hadingwiwa local en le reliant avec le HadinGwiwa du marché de Guidam Roudji pour identifier les opportunités et les éventuels besoins en infrastructures;
Koumassa Koundigué (Tahoua)	oignons	Sabon Guidar (2015)		Moins de 3000 tonnes infrastructures traditionnelles existantes	Animer les Hadin Gwiwa locaux en le reliant avec le Hadin Gwiwa du marché de Sabon Guidar pour identifier les opportunités et les éventuels besoins en infrastructures;

Infrastructures économiques communautaires

45. L'ingénierie sociale a appuyé l'émergence des HG sur les onze sites qui ont développé une première vision des marchés qui s'est concrétisée dans un plan schématique et des relevés de flux. Les relations avec les mairies se sont officialisées par des sessions / achats de terrains sur lesquels les marchés de demi-gros/ plateformes de commercialisation seront construits. Les avant-projets sommaires établis concernent: trois marchés demi gros de produits maraîchers (Bandé, Doungou, Sabon Guida), cinq plateformes de transaction de produits maraîchers (Doguéraoua, Kéhéhé,

Awilikiss, Gourgia, Guidimouni), un centre de collecte (BabanRuwa lié au marché de Bandé). Concernant les deux centres de collecte liés au PDE de Djirataoua et de Guidan Roumdji (sites de Madarounfa et Baramaka), la construction est reportée due à l'aménagement en cours des marchés de demi gros dont dépendent ces centres et dont la mise en fonction aura des conséquences sur le rôle de ces centres de collecte satellites.

46. Sur chaque site, les opérateurs économiques des marchés de demi-gros, regroupés au sein de *Hadin Gwiwa*, sont devenus des interlocuteurs influents du RUWANMU et des mairies. Les *Hadin Gwiwa* ont joué un rôle déterminant mené de concert avec les mairies et les autorités traditionnelles de marché pour que les sites soient remis aux entreprises courant décembre. Les *Hadin Gwiwa* doivent être accompagnés pour arriver à avoir une bonne connaissance de la gouvernance à venir des marchés de demi-gros et demeurer en première ligne de la construction des marchés.

47. La mission confirme que les sites de Bandé-Baban Ruwa dans la région de Zinder et ceux de Sabon Guida et Doguéraoua dans la région de Tahoua doivent être considérés de manière prioritaire pour la construction d'infrastructures commerciales.

48. La mission recommande afin d'améliorer la qualité des Avant-Projet Détaillé d'avoir des normes détaillées afin de calculer le dimensionnement des éléments composant l'infrastructure commerciale (quai de chargement, magasin, parking, bureau...). Plus particulièrement, pour les espaces de stockages temporaires, il devrait être pris en compte le temps de déchargement sur l'espace de stockage, le temps de stockage temporaire et le temps de déchargement, fonction des volumes déchargés et chargés et du type de moyens de transport.

49. **Entretien courant des infrastructures économiques communautaires.** La mission note le démarrage de l'activité par la sensibilisation auprès d'*Hadin Gwiwa* dans le cadre de l'ingénierie sociale. La mission encourage le développement de l'activité afin de mettre en place un dispositif d'entretien des infrastructures commerciales par: (i) la mise en place et formation des comités d'entretien après la réception provisoire (faisant partie de l'union de producteurs du centre de collecte ou de la SARL de la gestion du marché au sein des infrastructures commerciales).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
21. Décrire la méthode détaillée de dimensionnement (normes) de chaque élément d'infrastructure dans les études de faisabilité	CNC/CRC	Immédiat
22. Continuer la prestation d'AGECHRAU niveau des 9 infrastructures commerciales dans les trois régions	CNC/CRC	Immédiat
23. Mettre en place le dispositif d'entretien courant auprès des organes de gestion des infrastructures commerciales	CNC/CRC	Mars 2015

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Coordination et gestion du projet

50. **Performance de gestion du projet.** D'une manière générale, la gestion du PPI *Ruwanmu* est satisfaisante si on se réfère au respect des procédures de gestion convenues dans les accords de financement. La bonne performance de gestion du projet est également reflétée par le taux de décaissement du PPI *Ruwanmu*, et son efficience qui s'améliore d'année en année. Les investissements prévus dans le PTBA 2015 du projet amélioreront davantage le taux de décaissement qui passera à 90% au 31 décembre 2015.

51. **Evaluation des performances du personnel.** Dans la perspective du démarrage du ProDAF, une évaluation des performances du personnel sera réalisée en janvier 2015 par un Cabinet indépendant sous la supervision du MAG. Les cadres performants dans leurs postes actuels suite aux résultats d'évaluation seront redéployés dans le ProDAF dans la limite des postes prévus, et le personnel non retenu sera traité en conformité avec la législation en vigueur.

52. **Bureaux régionaux de Tahoua et Zinder.** La mission note le démarrage des chantiers des bureaux de la CRC de Tahoua et de Zinder. Le chantier de la CRC de Tahoua vient de démarrer(22/11/2014). Le chantier de la CRC de Zinder a démarré le 26/09/2014. A date, le taux d'avancement est estimé à 17% pour un délai consommé de 33%. La date d'achèvement est prévue respectivement 6 et 10 mois après.

53. Mise en œuvre des recommandations de la mission précédente. Le PPI *Ruwanmu* a mis en exécution 31 recommandations sur 45 formulées (76%) lors de la mission d'avril 2014. Cinq (5) recommandations sont en cours de réalisation et neuf (9), dont deux (2) ne sont pas encore arrivées à échéance, ne sont pas encore exécutées. Le projet a fourni des raisons satisfaisantes liées à la non-exécution de certaines recommandations.

54. Prise en compte du genre. La mission reconnaît les efforts faits pour améliorer la participation des femmes dans les instances rurales créées et /ou redynamisées et leur autonomisation à travers la mise en œuvre des activités spécifiques (JDC). Ces efforts doivent être soutenus et encouragés afin que le pourcentage minimum de 39% de participation de femmes (adultes et jeunes) prévu par la stratégie « Développement équitable et autonomisation des femmes et des jeunes » (SDEA/FJ) soit de fait considéré comme un minimum. De même, l'objectif de participation d'un minimum de 21% de jeunes hommes doit être amélioré de façon substantielle. A cette fin il est nécessaire de responsabiliser toutes les parties prenantes à mettre en œuvre cette stratégie.

55. Ciblage. Pour le ciblage des plus vulnérables, des femmes et des jeunes, et pour garantir que les objectifs soient atteints, la mission recommande que les critères utilisés pour chaque activité soient discutés et affinés, harmonisés et utilisés par tous les opérateurs partenaires. Afin d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants, la mission suggère de prioriser dans le ciblage des interventions sensibles à la nutrition les ménages avec des femmes enceintes et /ou avec des enfants de moins de 5 ans.

56. Partenaires. La collaboration continue entre le projet et les opérateurs conduit à des partenariats durables. Ce réseau d'opérateurs diversifié a interiorisé la logique d'interventions des projets FIDA et assure une mise en œuvre efficace des activités. Afin d'assurer que la contribution des opérateurs puisse atteindre les objectifs du nouveau ProDAF, la mission recommande de poursuivre les actions ponctuelles de capitalisation des résultats et de réaliser des formations spécifiques. Dans le cadre du *scaling-up* des activités du nouveau Programme une évaluation de la charge de travail des équipes de terrain des opérateurs est recommandée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
24. Evaluer les performances du personnel par un Cabinet indépendant	PASADEM, PPI <i>Ruwanmu</i>	Janvier 2015
25. Responsabiliser toutes les parties prenantes/acteurs à mettre en œuvre la SDEA/FJ	PASADEM, PPI <i>Ruwanmu</i> , CARE, Swiss Contact	Année 2015
26. Prioriser les ménages avec des femmes enceintes et /ou avec des enfants de moins de 5 ans pour le ciblage des bénéficiaires des activités de nutrition	PASADEM, PPI <i>Ruwanmu</i> , opérateurs	Année 2015

Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs

57. L'opérationnalisation du système de suivi et évaluation (S&E) est en bonne voie de finalisation. L'architecture de la **base de données S&E** du Programme Niger FIDA (PNF) a été réalisée avec l'appui d'un groupe de consultants internationaux. Les données physiques, financières et géo-référenciées du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* sont en cours de saisie. La présentation de la base de données accompagnée d'une longue séance de travail a permis à la mission de formuler des recommandations et suggestions d'amélioration. Cette première version présentée à la mission est assez détaillée et couvre les besoins en information et reporting du programme Niger-FIDA. Le retour des consultants au Niger est prévu en janvier 2015 pour la livraison du produit fini et la formation des acteurs; un guide d'utilisation et manuel de formation des utilisateurs sont déjà disponibles.

58. Les **fiches de suivi** des activités sont maintenant bien appropriées et remplies par les opérateurs qui ont été formés à leur remplissage et ont contribué à leur révision, ce qui a amélioré la qualité de leurs rapports mensuels et/ou trimestriels. Elles font partie intégrante du manuel unique de S&E du programme.

59. Cadre logique. Le cadre logique (CL) du PPI *Ruwanmu* a été actualisé en février 2014. Les indicateurs du cadre logique sont renseignés périodiquement sur la base des fiches de collecte de données préparées par les opérateurs. La mission note cependant que certains indicateurs du CL ne prennent pas en considération l'approche territoriale d'intervention du projet. C'est notamment le cas des AUE, des brigades d'entretien des pistes dont les indicateurs ont été définis en fonction du nombre de communes couvertes par le projet. La mission recommande d'actualiser ces indicateurs sur la base de l'approche actuelle d'intervention du projet.

60. La restitution aux communautés et le partage avec d'autres PTF/projets des résultats des différentes **enquêtes et études de référence** réalisées dans le cadre de l'établissement de la situation de référence n'ont pas pu être réalisés de manière formelle avec les différents acteurs du développement engagés dans la même zone d'intervention. Ainsi, afin de faire des économies, il a été recommandé de reprogrammer cette activité en 2015 et de la coupler avec le partage des résultats de la situation de référence qui sera menée dans le cadre du démarrage du nouveau programme ProDAF. L'analyse devra être plus poussée avec une première évaluation des changements constatés dans les conditions de vie des populations cibles entre les dates de réalisation de ces enquêtes (2011 et 2012 pour les enquêtes SYGRI et 2013 pour l'enquête complémentaire) et celle des deux enquêtes du ProDAF prévues en 2015.

61. **Dispositif d'analyse économique et financière dans le cadre du S&E.** Deux consultants de la FAO/TCIA sont venus en mai 2014 pour appuyer les équipes de S&E dans l'élaboration d'outils adaptés qui permettront tout au long de la mise en œuvre des projets, dans le cadre de leur système de S&E, de collecter les informations nécessaires à l'analyse économique et financière finale de l'impact respectif des projets. Un premier outil (compte d'exploitation) a été finalisé et testé grâce aux données brutes collectées par le PASADEM et permet de calculer les marges nettes des exploitations agricoles familiales. La formation et la diffusion de l'outil pour l'élaboration de la situation de référence n'ont pas pu être réalisées comme prévu en septembre 2014 pour indisponibilité du consultant principal. De même, l'élaboration de l'outil de suivi et évaluation des marges nettes des marchés de demi-gros (volume des transactions, flux financiers, acteurs) a également été reporté à février 2015 lors de la prochaine mission au Niger du consultant de la FAO/TCI.

62. Une politique d'**harmonisation de tous les outils et rapports** du système de S&E est préconisée et engagée depuis un an avec l'élaboration d'un manuel et d'outils communs dans le cadre d'un programme unique des interventions du FIDA au Niger. La mission souligne que les deux projets ont initié un processus d'harmonisation des formats de PTBA et de rapport d'activités. Toutefois, la mission constate que les rencontres d'échange entre projets restent limitées. Les rapports trimestriels et même les appendices 2 et 4 du rapport de supervision sont présentés différemment. La mission a proposé un nouveau format pour discussion et recommandation de travailler davantage en synergie et d'échanger de manière plus systématique; l'expérience et les idées des uns doivent profiter aux autres pour améliorer l'ensemble du dispositif de S&E du programme.

63. Le PPI *Ruwanmu* arrivera à mi-parcours en 2015. Au vu du niveau d'avancement et des objectifs fixés, il faut commencer à réfléchir sur les **études thématiques et analyses approfondies** qui seront menées afin de rendre compte des effets et du début de l'impact des actions menées par les projets respectifs.

64. **Système d'information géographique (SIG).** Une étude de base a été menée en juin 2014. Le consultant international spécialiste en SIG et questions environnementales est en place et contribue à la mise à échelle du SIG au niveau du programme. Les acquis et les besoins ont été identifiés. Une base de données géo-référencée pilote est proposée pour Maradi et sera répliquée, après une période de test, dans les CRC de Tahoua et Zinder. Une trentaine de cartes des principales activités des deux projets a déjà été produite par l'informaticien du PASADEM. Les modalités de liaison avec la base de données harmonisée du S&E sont définies et un module SIG opérationnel y a été implanté. Au niveau du PPI *Ruwanmu*, les animateurs des GSC et des opérateurs GRN ont été équipés en GPS et formés à leur utilisation.

65. **Communication.** Le PPI *Ruwanmu* a signé une convention avec le MAG et contribue financièrement et en contenu (informations sur le projet) à la publication du bulletin mensuel du MAG. Des films, messages radios, pancartes et posters ont été produits et ont accru la visibilité du projet.

66. **Gestion des savoirs.** Des notes d'analyse et de capitalisation ont été rédigées par le GATE et/ou les cadres du projet. Une consultante internationale a été recrutée par le FIDA pour élaborer un dispositif et un guide de gestion des savoirs. Elle a directement appuyé le PPI *Ruwanmu* et le PASADEM à recenser, classer puis archiver une grande part des documents (rapports, études, enquêtes, notes techniques, etc.) produits au cours des dernières années. Cette base de données documentaire électronique, encore incomplète, est disponible sous Google App (<https://sites.google.com/a/p-n-f.org/programme-fida-au-niger/home>) pour un partage effectif des documents au sein même des équipes projets. Beaucoup de documents produits, dont les notes de capitalisation, ne sont toutefois pas encore disponibles sur le site. La mission souligne que tous les documents produits par les projets devraient être chargés sur le site pour une consultation interne,

mais seuls les documents validés destinés à une consultation internationale, via le site internet, nécessiteront l'intervention d'un comité de validation. La mission recommande que tous les documents techniques recensés et disponibles en version électronique soient chargés sur ce site et que son adresse soit vulgarisée auprès de tout le personnel des projets.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
27. Reprogrammer la restitution des résultats des enquêtes/études de référence du PASADEM et du PPI Ruwanmu en 2015 et la coupler avec celle de la situation de référence du ProDAF	Cellules S&E	31 décembre 2015
28. Réaliser la collecte des données pour établir la situation de référence des exploitations agricoles familiales (compte d'exploitation) en cohérence avec l'étude prévue pour leur définition	Cellules S&E, partenaires d'exécution	Juin 2015
29. Actualiser les indicateurs du cadre logique sur la base de l'approche actuelle d'intervention du projet	CNC/CRC	Mars 2015
30. Arrêter un nouveau format commun des appendices 2 et 4 du rapport de supervision. Travailler davantage en synergie et échanger de manière plus systématique	Cellules S&E PASADEM et PPI Ruwanmu; Consultante S&E du FIDA	Immédiat et continu
31. Commencer à identifier les thèmes des études thématiques et analyses approfondies qui seront menées dans le cadre des revues à mi-parcours des projets	Cellules S&E avec la collaboration des techniciens des composantes	30 mars 2015
32. Adapter les fiches de collecte du S&E afin de désagréger l'information par entités géographiques (point, lignes, polygones)	ONG prestataires, S&E	Immédiat
33. Mettre en place un comité de concertation pour la production d'une carte d'occupation du sol de référence pour Tahoua, Maradi et Zinder	Cellule SIG	1 ^{er} semestre 2015
34. Actualiser la base de données site web de documentation du programme Niger-FIDA avec tous les documents disponibles et l'utiliser en interne avant de la partager avec l'extérieur	Cellules S&E, GATE	Immédiat et continu
35. Mobiliser le GATE pour conduire des études en matière d'agriculture familiale	GATE	Année 2015

Dialogue politique

67. Les principales réalisations du PPI *Ruwanmu* dans le domaine du dialogue politique concernent notamment sa participation (i) à l'organisation du forum transrégional sur l'agriculture familiale; (ii) au salon de l'agriculture organisé par le RECA; (iii) aux ateliers de réflexions organisés par le HC3N et les départements ministériels; (iv) à la conduite des études et réflexions sur diverses thématiques en mobilisant l'équipe du GATE; (v) aux activités de la commission mixte nigéro nigériane dans le cadre du K2M (Kano, Katsina, Maradi); et (vi) au lancement de la campagne des cultures irriguées 2014/2015.

E. Aspects fiduciaires

68. **Gestion financière.** La mission a une appréciation positive de la gestion financière du PPI *Ruwanmu*. Le personnel du SAF est qualifié et a capitalisé une grande expérience et internalisé les procédures du FIDA. Ses capacités ont été renforcées par des appuis ponctuels en gestion financière et passation de marchés. Le manuel de procédures administratives et financière a été mis à jour, le même logiciel de gestion financière Tom2pro qui génère de façon optimale les DRF et la plupart des états périodiques est utilisé par le PPI Ruwanmu et le PASADEM. L'environnement de contrôle interne reste fiable. L'audit financier de l'exercice 2013 pour le projet a été certifié sans réserve. Cette note positive est un atout dans la perspective du démarrage du ProDAF. Depuis la dernière supervision d'avril 2014, le constat qui se dégage de la présente mission est une nette amélioration du taux de décaissement qui est passé de 18% au 31 mars à 57% au 15 novembre 2014.

69. **Décaissements.** Au 15 novembre 2014, un montant de 5 608 754 272FCFA a été mobilisé, ce qui correspond à un taux de décaissement de 48% par rapport à l'enveloppe globale. Par financement, la situation est la suivante: 54% sur le financement FFE, 80% sur le Don FIDA et 33% sur le prêt FIDA. Les DRF n°12/FFE et n°08/Don FIDA arrêtés à un montant total de 445 millions FCFA qui étaient en cours de traitement au FIDA, ont été à date, intégralement payées, portant ainsi le taux de décaissement pour le FFE à 58% et à 91% pour le Don FIDA. Pour le Don FIDA, le recouvrement de l'avance initiale, n'a pas démarré alors que le décaissement du compte de Don a déjà atteint plus de 80%. Aussi, le solde non décaissé du Don, atteint le double de l'avance initiale.

En conséquence, la mission recommande le recouvrement de l'avance initiale pour le Don FIDA. Celui devra démarrer avant le paiement de la DRF encours.

70. Préparation et traitement des DRF. La transmission des DRF est en général satisfaisante. Le rythme d'établissement des DRF est très satisfaisant, sur la période mai à octobre 2014: 16 DRF intégralement payées pour un montant global de 3 374 043 834 FCFA. Pour le PASADEM, il a été soumis au total 35 DRF qui se répartissent comme suit: i) Prêt FIDA 15 DRF et 5 DPD; ii) Don FEM 15 DRF ont été soumis. Au total, 34 DRF ont été payés à 100% et une DRF en cours de paiement.

71. Situation de trésorerie. La trésorerie du PPI Ruwanmu au 15 novembre est de 114 377 609 FCFA répartis entre le Compte désigné et les comptes d'opérations régionales. Elle représente moins de 10% de l'avance initiale, loin des 50% recommandés. En conséquence, la gestion de la trésorerie n'est pas performante. Cependant, il convient de noter qu'à cette date, 4 DRF d'un montant de 900 millions de FCFA sont en cours de paiement au niveau du FIDA. En somme, il faudrait mettre en place un suivi prévisionnel de la trésorerie pour anticiper la programmation des exercices 2015 et 2016 mais aussi les recouvrements des avances des comptes désignés.

72. Comptes d'opérations régionales: la mission a noté avec satisfaction, la mise en œuvre de la recommandation de la précédente mission de supervision relative à l'effectivité de la régionalisation par le relèvement des niveaux des avances spéciales des comptes d'opérations régionales, les faisant passer de 50 millions à 100 millions FCFA pour Maradi, 200 millions pour Zinder et 300 millions pour Tahoua. Pour renforcer ce dispositif et éviter d'éventuelles tensions de trésorerie, il était aussi préconisé que toute dépense importante et autorisée, pouvait être payée par la CNC après en avoir formulé la demande. La mission a constaté, un non-respect dans certain cas de la soumission des demandes de remboursement dès 30% mais aussi du non recours au paiement direct pour certains montants importants. Cette situation crée par moments, des tensions de trésorerie qui impactent sur l'exécution des activités. La mission recommande: i) de veiller au respect systématique de la soumission des DRF régionales dès que le montant des dépenses atteint 30% de l'avance au compte d'opérations; ii) la transmission à la CNC pour paiement, les factures d'un certain montant dont la prise en charge pourrait perturber la trésorerie des comptes régionaux d'opérations.

73. Fonds de contrepartie. La contribution du Niger au PPI *Ruwanmu* est exclusivement constituée de droits de douanes et de la TVA supportés lors des acquisitions de biens et services, fournitures, travaux et services de consultants. Le montant mobilisé cumulé au 15 novembre, est de 227 661 USD (119 890 677 FCFA), soit près de 6% de réalisation. Ce faible taux d'exécution s'explique par le non démarrage des travaux d'infrastructure des composantes A et B qui représentent 96% de l'enveloppe globale du financement de la contrepartie.

74. Respect des accords de prêts. Les dispositions des accords des prêts pour le PPI *Ruwanmu* sont dans leur intégralité respectées. Toutes les conditionnalités de démarrage et les dispositions de l'appendice 6 sont appliquées.

75. Passation des marchés. La mission note: i) un taux d'exécution du plan de passation de marché satisfaisant d'environ 80 %; ii) un bon classement des pièces relatives à un marché donné; iii) la possibilité de passer tous les marchés au niveau régional sans considération de seuil, ce qui est un avantage certain pour l'exécution du projet et la consolidation de la régionalisation; iv) les longs délais de passation et de signature des marchés malgré l'effort consenti du Gouvernement nigérien.

76. PTBA 2014. Le montant approuvé du PTBA 2014 est de 4 968 735 200 FCFA. A la date du 15 novembre 2014, les réalisations financières s'élèvent à 4 704 385 507 FCFA y compris les engagements à liquider au cours de l'année 2014 soit un taux de **95%**. Ces taux par composante au 15 novembre sont de **103%** pour la composante A (Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation), **65%** pour la composante B (Développement d'infrastructures économiques) et **85%** pour la composante C (Coordination et gestion du Projet). Toutefois une analyse fine de ces taux permet de faire le constat suivant: la séparation du dispositif du PPI de celui du PAC2, la gestion des processus d'achèvement du PUSADER et IRDAR RCI, la prise en charge du processus de formulation des nouveaux projets PUSADER+ et PAMIRTA, et la perspective de l'avènement du PRODAF, ont nécessité le renforcement du dispositif d'exécution du PPI *Ruwanmu* en termes de ressources humaines, bases logistiques, et frais de fonctionnement. Cette situation malgré son incidence sur les charges de fonctionnement, a permis d'assurer l'achèvement et la clôture

satisfaisante des projets IRDAR RCI, PAC2 et PUSADER; la mise en vigueur du PUSADER+ sur financement OFID (6 millions de USD) et la ratification en cours du PAMIRTA sur financement de la coopération italienne (20 millions d'euros); et la création de conditions pour un démarrage optimal du ProDAF.

77. Le projet de **PTBA 2015a** été arrêté à 4 549 304 986 FCFA (Don FIDA 2%, FFE 73%, Prêt FIDA 16% et État 9%). Ce budget tient compte de la situation citée plus haut, mais devra faire l'objet de suivi strict et régulier. A ce titre, pour une meilleure lisibilité, la mission recommande la finalisation des PTBA 2015 et 2016 avec un suivi mensuel strict et régulier des activités retenues.

78. **Etats certifiés de dépenses.** A partir d'un échantillon limité de pièces comptables, la mission a procédé aux vérifications habituelles de l'existence de pièces justificatives probantes et les différentes autorisations et contrôles des états certifiés de dépenses des DRF 9 à 10 sur le FFE, sur le Prêt FIDA 3 et 4 et Don FIDA 5 et 6 relatives aux dépenses de septembre et octobre 2014. La revue des pièces n'a pas noté d'exception particulière. Sur le plan administratif, la mission a noté la mise en place du paiement de la plupart des prestations hôtelières par chèque contre facture d'une part et l'utilisation de la ToMcarte pour l'achat de carburant et de l'entretien des véhicules.

79. **Audit.** Pour l'exercice 2013, les comptes du PPI *Ruwanmu* ont été certifiés sans réserve et qualifiés par les services financiers du FIDA. La plupart des recommandations de contrôle interne ont été mises en œuvre.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
36. Recouvrer l'avance initiale au niveau du Don FIDA n°G-I-C-1390-NE. Ce recouvrement devra démarrer avec la DRF en cours de traitement au FIDA.	CNC/RAF	Immédiat
37. Soumettre une DRF dès l'atteinte de 30% de l'avance initiale du compte d'opérations (CRC) et du compte désigné (CNC).	CRC/CNC/RAF/Comptable	Continu
38. Finaliser les PTBA 2015 et 2016, et faire les projections financières avec un suivi mensuel strict et régulier des activités retenues.	CNC/CRC	Continu

F. Durabilité

80. L'approche d'intervention du projet axée sur l'articulation BV/bassins de production/PDE et une bonne appropriation par les bénéficiaires tant des savoirs faire que des infrastructures favorise la durabilité des actions développées par le PPI *Ruwanmu*. Les chances de durabilité des investissements réalisés sont réelles pour les raisons suivantes: (i) le statut foncier est bien clarifié avec les communautés et reflété dans les actes fonciers, avant la réalisation des investissements; (ii) les activités de production ont un niveau de rentabilité attractif; (iii) les formes d'organisation communautaires (AUE, COGES, OP, brigades d'entretien des pistes, etc.) sont reconnus par les mairies qui leur délèguent les prérogatives nécessaires et assurent un suivi-contrôle; (iv) les groupes de CEPM sont reconnus par le RECA/CRA; (v) les coopératives, leurs unions et fédérations, les SARL et groupements d'intérêt économique (GIE), rendent les services pour lesquels ils ont été fondés de manière économiquement viable et en toute transparence vis-à-vis de leurs membres; et (vi) les *Hadin Gwiwa* sont des plateformes de concertation locale animées par les CRA et soutenues par toutes les catégories d'acteurs.

G. Autres

81. **PUSADER/OFID+.** L'accord de financement a été ratifié pour un montant de 6 millions USD et la première DRF a été mobilisée pour un montant de 118 millions FCFA en octobre 2014. Les TdR ont été élaborés dans le cadre de la consolidation des études de faisabilité pour les six tronçons de pistes rurales identifiés. (voir annexe 3 de l'aide-mémoire)

82. **PAMIRTA.** Les ressources du PAMIRTA (20 millions d'Euros) sont en cours de mobilisation. Sa mise en œuvre est prévue en 2015 et les étapes futures sont les suivantes: (i) Ratification et mise en vigueur des Accords; (ii) Signature d'un acte administratif pour la création du projet, du comité de pilotage et pour la désignation de l'Unité de gestion par le Ministère de l'Agriculture, (iii) Envoi d'une note de procédures établi par ARTIGIANCASSA (agence de financement), élaboration manuel de procédures et (iv) Elaboration d'un PTBA et soumis pour approbation au comité de pilotage. (voir annexe 3 de l'aide-mémoire).

83. **Prise en compte des mesures de sauvegarde environnementales et sociales.** Dans le cadre de la prise en compte des mesures de sauvegarde environnementales et sociales, le projet a élaboré et soumis au Bureau d'Evaluation Environnemental et d'Etude d'Impact (BEEI) un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) qui lui a permis de recevoir son certificat de conformité environnemental. Dans le cadre de la conduite des études techniques relatives aux pistes de Zinder, l'EIES a été réalisé. Le rapport provisoire est transmis au BEEI pour observation et validation prévue en fin décembre 2014.

84. **Calendrier des missions 2015.** La prochaine mission conjointe de supervision du PASADEM et du PPI Ruwanmu est prévue du 11 au 29 mai 2015; la RMP du PPI *Ruwanmu* du 16 novembre au 8 décembre 2015. En fonction de la date de ratification/mise en vigueur, l'atelier de démarrage du ProDAF se déroulera en marge de la RMP du PPI *Ruwanmu* ou du PASADEM.

H. Conclusion

85. Globalement les performances du PPI *Ruwanmu* sont satisfaisantes. La mission a noté que les résultats générés par l'intervention du projet sont déjà visibles sur le terrain à la satisfaction des bénéficiaires. Ces résultats offrent un potentiel très fort de réplication; ils seront mis à l'échelle dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF. D'autres partenaires techniques et financiers sont fortement intéressés par l'expérience et les résultats du projet et s'apprêtent également à les répliquer dans leurs zones d'intervention.

86. Afin d'améliorer davantage les performances du projet pour l'année 2015, la mission et les équipes du PPI *Ruwanmu* se sont convenues sur des mesures à prendre dans les délais requis, et plus particulièrement sur les mesures prioritaires suivantes:

- Mettre en œuvre la feuille de route pour (i) les activités liées à l'ingénierie sociale/civile des infrastructures commerciales et (ii) le dispositif du volet pistes rurales;
- Mobiliser des fonds additionnels pour réaliser les infrastructures commerciales dans les régions de Tahoua et Zinder.

87. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1646	No. du prêt/don DSF	877
Projet	Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	09/12/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	09/12/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	05/08/2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.65	
Accord	25/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	5.0	FIDA Total	2.78	
Entrée en vigueur	19/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	1.78	33
Premier décaissement	20/03/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	1.00	80
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	Mai 2014	Financement national total	4.11	
Achèvement	31/03/2018			Gouvernement (National)	4.11	6
Clôture initiale	30/09/2018			Cofinancement total externes	18.76	
Clôture	30/09/2018			Spanish Fund	18.76	54
Nbre de prolongations	0					

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	6	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4	5	6. Efficacité du ciblage	4	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Petite irrigation	4	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Renforcement des capacités	4	5	2. Autonomisation	4	4
3. Infrastructures	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	5

B.5 Justification des notes

1/ Gestion financière satisfaisante confirmée par l'audit. Taux de décaissement de 54% en moins de 2 ans. Travaux requérant la contrepartie non encore démarrés. Plan de passation de marché exécuté à 80%. Rapport d'audit 2013 soumis dans les délais avec une opinion sans réserve. 2/ Gestion du projet axée sur les résultats avec une équipe compétente et bien expérimentée. Dispositif de S/E opérationnel avec production régulière des rapports d'activités. PTBA 2014 exécuté à 74% au 31/10/2014. Ciblage effectif des groupes vulnérables surtout pour emplois dans les BV. Projet fait efforts pour que participation hommes et femmes soit paritaire mais quotas des femmes/jeunes encore faibles pour certaines activités. Emergence en cours de quelques innovations (binômes, PDE, *Hadin Gwiwa*) sans maturité. Certificat de conformité environnementale disponible; gestion effective des ressources en amont par les AUE. 3/ Activités prévues dans le PTBA 2014 exécutées à environ 90% ou plus pour la petite irrigation et le renforcement des capacités. Réalisation des infrastructures prévue en 2015. 4/ Organisations appuyées par le projet (AUE, OP) encore fragiles, besoin appuis consistants en renforcement des capacités. Femmes et hommes pauvres participent activement aux plateformes de concertation sans capacité d'exercer contrôle sur leurs relations économiques et institutions. Attentes du projet satisfaites pour la participation des bénéficiaires (hommes et femmes). Qualité des services rendus par opérateurs acceptable et bien appréciée. Mise à l'échelle des expériences réussies du projet par le ProDAF et d'autres PTF.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global de l'exécution du projet est satisfaisant. Les bonnes performances enregistrées dans la gestion du projet sont à l'origine d'un taux satisfaisant de réalisation des objectifs physiques inscrits au PTBA 2014 estimé à environ 74% au 31/10/2014 avec un taux d'exécution financière de 65%. Les taux prévisionnels d'exécution physique et financière au 31/12/2014 sont estimés respectivement à 90% et 95%. Les projections du PTBA 2015 indiquent qu'à mi-parcours de la mise en œuvre du projet, la plupart des produits attendus tels que renseignés dans le cadre logique seront réalisés à plus de 50% pour les activités majeures du projet.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le rythme actuel d'exécution des activités sur le terrain indique qu'il y a une forte probabilité de réaliser à terme les effets escomptés du projet tels que renseignés dans le cadre logique. Ceci est à confirmer par l'évaluation des premiers effets et impacts prévue à mi-parcours (novembre 2015). Les premiers effets rapportés par les bénéficiaires incluent l'augmentation des rendements chez les adoptants des innovations issues des CEP, et la création d'emplois générés par les activités de récupération des terres.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le ratio coûts de fonctionnement/coûts d'investissement est relativement élevé (11% contre 7,5% prévu dans le Costab). Ce déséquilibre sera corrigé en 2015 avec la réalisation des investissements en pistes.
Avancement de l'exécution du projet	Le reliquat des fonds disponibles pour le projet au 31/12/2015 ne sera pas suffisant pour la construction des infrastructures commerciales.
Produits et réalisations	Suite à la mise en veilleuse des activités liées aux BI et MER, JDC, les produits et réalisations prévus dans le cadre logique pour ces activités (non majeures pour le PPI <i>Ruwanmu</i>) ne pourront pas être atteints.
Durabilité	La subvention à 100% de l'acquisition d'équipements (motopompes) n'assure pas la durabilité économique des investissements réalisés. Ce risque est toutefois mitigé par l'épargne obligatoire préalable à l'obtention de ces équipements. Un nouveau mécanisme de financement plus durable est prévu dans le cadre du ProDAF.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Ressources insuffisantes pour construire les infrastructures commerciales.	Mobiliser des fonds additionnels auprès d'autres sources de financement afin de construire au moins 2 marchés de demi gros et 4 centres de collecte satellites avant l'achèvement du PPI <i>Ruwanmu</i>	Année 2015	
Document provisoire de l'étude EPTIN disponible mais non finalisé	Accélérer la finalisation et la diffusion des résultats de l'étude EPTIN	Janvier 2015	
Insuffisances notées dans la conduite des CEP	Développer un pool d'expertise nationale d'expérience confirmée sur les CEP par la formation de six à huit formateurs de haut niveau (<i>master trainers</i>)	Mars 2015	
Faibles performances du dispositif du volet pistes rurales (DVPR)	Mettre en œuvre la feuille de route du DVPR	Premier semestre 2015	
Marchés de demi gros	Mettre en œuvre les activités de la feuille de route concernant les infrastructures commerciales	Premier semestre 2015	
Référentiel des prix unitaires pour les infrastructures	Mettre à jour le référentiel des prix unitaires selon les régions	Immédiat	
Résultats mitigés des activités liées à la nutrition	Evaluer les performances des activités liées à la nutrition	Novembre 2015	
Redéploiement du personnel dans le ProDAF	Evaluer les performances du personnel par un Cabinet indépendant	Janvier 2015	
Revue à mi-parcours	Identifier les thèmes des études thématiques et analyses approfondies qui seront menées dans le cadre de la RMP	Mars 2015	
Retards dans la transmission des DRF	Soumettre une DRF dès l'atteinte de 30% de l'avance initiale du compte d'opérations (CRC) et du compte désigné (CNC).	Continu	

Observations supplémentaires

La prochaine mission de supervision aura lieu du 11 au 29 mai 2015 et se fera conjointement avec celle du PASADEM. La RMP du PPI *Ruwanmu* est prévue du 16 novembre au 08 décembre 2015

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résultats	Indicateurs		Valeurs cibles	Valeurs de référence	Valeurs Actuelles	Moyens de Vérification	Hypothèses
But: Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	-Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées*+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe)	-Taux de malnutrition chronique	< 46%	Global =46% Fille =44% G garçon=48%	-	<ul style="list-style-type: none"> Etudes d'impact SYGRI Enquêtes INS Rapport UNICEF et PAM 	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité politique La stratégie de l'initiative 3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA Mécanismes conjoints (GdN et PTF) performants de gestion des crises
		-Taux de malnutrition Aigüe	< 19%	Global =19% Fille=17% Garçon=21%	-		
		-Insuffisance pondérale	< 40%	Global=40% Fille=38% Garçon=42%	-		
	-Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés *						
	-Proportion des ménages ciblés ayant amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)*o	-Proportion de ménages touchés ayant amélioré leur sécurité alimentaire	80%	88%	-		
		-Nombre de mois de la période de soudure	< 6,6 mois	6,6 mois	-		
Objectif de développement: Augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	-Proportion des ménages ciblés ayant augmenté de 50% leurs revenus	-Proportion de ménages ciblés ayant augmenté leurs revenus	70%			<ul style="list-style-type: none"> Enquête complémentaire effets/impact Dispositif AEF Rapports i3N et INS 	
		- Revenus moyens des ménages					
	-Nombre de ménages ayant bénéficié des services du projet*		65 000	0	13 453 (21%)		
	-Proportion des personnes formées (en alphabétisation) sachant lire et écrire*+		70%	0	0 (0%)		
Effet escompté 1: La productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées	Efficacité: -Superficies de terre améliorées (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau (ha)*		3 300	0	1 857 (56%)	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes SYGRI Enquête complémentaire effets/impact Dispositif AEF Etudes thématiques Rapports des opérateurs Rapports des STD (Agriculture, GR, hydraulique, DAC/POR, Code Rural, etc.) Rapports et études du RECA et des RCA 	<ul style="list-style-type: none"> Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région Conditions climatiques favorables Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation
	-60% producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement*+ (Augmentation des rendements d'au moins 20% en moyenne)	-Proportion de producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement	60%	-	-		
		-Rendements moyens des principales cultures maraichères					
		Oignon :	30,8 T/ha	25,7 T/ha	-		
		Chou :	26,5 T/ha	22 T/ha	-		
		Tomate :	17,7 T/ha	14,75 T/ha	-		
	Durabilité: (après 3 ans) 90% des infrastructures en service (puits, forages)*		90%	-	-		
	90% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (AUE, etc.)*		90%	-	-		

Résultats	Indicateurs			Valeurs cibles	Valeurs de référence	Valeurs Actuelles	Moyens de Vérification	Hypothèses
	80% des 1200 entreprises en activité (MER)*+	Proportion des entreprises en activité après 3 ans		960	-	-		
	CRA publiant des lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 évènements annuels (foires, échanges, forum paysan régional)		3	0	0 (0%)			
Produit attendu 1.1: La gestion durable des ressources hydriques et foncières est améliorée sur les 1 800 ha déjà aménagés et les 5 035 ha nouveaux	Groupes de gestion des ressources créés/consolidés* (AUE et brigades protection des bassins versants) et avec au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction*			30		15 (50%)	o Rapports des prestataires o Rapports des STD partenaires o Etudes thématiques o Registre des COFO o Registre des AUE	o Mise en œuvre effective du Code Foncier o Mise en œuvre effective du Code de l'Eau
	Périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état (ha)			6 835	0	2050 (30%)		
	Actes fonciers rédigés/octroyés (par type) +			5 000	0	3 700 (74%)		
Produit attendu 1.2: Les capacités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des bénéficiaires sont renforcées	Champs écoles paysans maraichers mis en place			1 088	0	503 (46%)	o Rapports des prestataires o Bilan et CEG des OP audités et approuvés en AG	o Disponibilité d'intrants de qualité o Prix économiques des intrants et le prix de d'exportation de l'oignon stables (cf. annexe 10.1) o Demande solvable de services/ produits fournis par les MER
	Jardins de case équipés+			17 500	0	1 350 (8%)		
	Boutiques d'intrants établies et gérées par une OP de manière économiquement viable et transparente			20	0	0 (0%)		
	Personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+°			3 400	0	0 (0%)		
Effet escompté 2: L'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur commercialisation est améliorée	Efficacité : Producteurs/trices appuyés utilisant les plateformes de collecte et comptoirs+			60%	-	-	o Cahiers de gestion des plateformes et comptoirs o Etudes thématiques o Rapports des prestataires de services o Plans d'action des OP/GIE o Enquêtes effets/impact	o Les communes délèguent la maîtrise d'ouvrage aux OP/GIE et réinvestissent une partie des taxes perçues dans l'entretien périodique des infrastructures économiques
	Diminution de 15% des pertes liées au transport et au stockage	oignon	% de perte transport	10,29%	12,1%	-		
			% de perte stockage	19,64%;	23,1%	-		
		Tomate	% de perte transport	7,65%	9%	-		
			% de perte stockage	12,58%	14,8%	-		
		Chou	% de perte transport	7,48%	8,8%	-		
			% de perte stockage	18,28%	21,5%	-		
		Poivron	% de perte transport	8,25%	9,7%	-		
			% de perte stockage	9,78%	11,5	-		

Résultats	Indicateurs	Valeurs cibles	Valeurs de référence	Valeurs Actuelles	Moyens de Vérification	Hypothèses
	Durabilité: (après 3 ans) Brigades communales d'entretien routier opérationnelles* (avec barrières de pluies fonctionnelles) en articulation avec les communes après 3 ans	100 %	-	-		
	Infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service après 3 ans* (par type)	80%				
Produit attendu 2.1: Les pistes rurales de désenclavement des zones de production sont réhabilitées/construites	Routes construites/remises en état*	123 km	0	0 (0%)	<ul style="list-style-type: none"> o Rapports des prestataires de services o Rapport de suivi des STD (DRA/GR) o PDC/PIA 	o Fonds d'entretien routier opérationnel
	Brigades communales d'entretien routier mises en place et équipées	7	0	0 (0%)		
	Barrières de pluies construites et équipées	12	0	0 (0%)		
Produit attendu 2.2: Les infrastructures communautaires de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions	Installations de commercialisation aménagées et/ou remises en état* (2 comptoirs oignon/canne à sucre et 30 plateformes de collecte et de négoce)	32	0	0 (0%)	<ul style="list-style-type: none"> o Rapports des prestataires de services o Rapport de suivi des STD (DRA/GR) o PDC/PIA 	o Partenariat Public Privé soutenu par les communes

Légende:

* Indicateurs SYGRI; + Indicateurs à ventiler par sexe; ° Indicateurs i3N.

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	1. Mobiliser les fonds additionnels pour la réalisation des infrastructures de commercialisation	Année 2015	CNC	
Produits				
Composante 1				
Sous-Composante 1.1	2. Accélérer la finalisation et la diffusion des résultats de l'étude EPTIN	Janvier 2015	CNC/CRC	
	3. Appuyer les CRA en outils cartographiques liés à la gestion rationnelle de l'eau	Avril 2015	CNC/CRC	
	4. Poursuivre l'élargissement du domaine de concertation des AUE vers une approche bassin (intégration des COGES CES/DRS en amont)	Immédiat et continu	CNC/CRC, CRA	
	5. Mener la réflexion sur une exploitation durable et rentable des terres restaurées par les communautés, ainsi que la structuration et l'ancrage institutionnel des COGES	Mars 2015	CNC / CRC/ONG prestataires	
	6. Envisager un mécanisme de financement de l'entretien des bassins versants par le paiement d'une cotisation saisonnière « eau » par les utilisateurs d'eau (irrigants) des bassins de production par le biais des AUE	Immédiat et continu	CNC/CRC, CRA	
	7. Insérer dans le cahier des charges des opérateurs l'estimation des superficies réellement mise en valeur	Continu	CNC/CRC, Opérateurs	
	8. Fixer un délai du dépôt des contributions au niveau du compte de l'IMF. Faire des appels d'offre pour les dossiers des microprojets dont les contributions sont versées	Immédiat	CNC/CRC	
	9. Prévoir la réalisation de 1 353 ha de PI en travaux neufs avant juin 2015 et 2.500 ha durant la période de 2016 à 2017	Continu	CNC/CRC, Opérateurs	
	10. Réaliser des analyses physico chimiques des eaux d'irrigation (à travers les piézomètres)	Immédiat	CNC/CRC, DGGR, DDH	
Sous-Composante 1.2	11. Formation des formateurs de haut niveau au Niger sur l'approche CEPM	Mars 2015	CNC/CRC	
	12. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des acteurs des CEPM	Janvier 2015	CNC/CRC	
	13. Intégration des CEP et des CEPM pour un même groupe cible	Mars et Juin 2015	CNC/CRC	
	14. Capitalisation de tous les résultats et expériences acquises sur les CEPM (y compris compte d'exploitation)	Janvier 2015	CNC/CRC	
	15. Intégrer les représentants des <i>Hadin Gwiwa</i> lors des réunions de sites (marchés, pistes) en qualité d'observateurs	Immédiat	CNC/CRC	
Composante 2				

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	16. Insérer le sous détail des prix unitaires dans les études de faisabilité (APD) afin d'aboutir à un devis confidentiel et mettre à jour le référentiel des Prix unitaires	CNC/CRC	Immédiat	
Sous-Composante 2.1	17. Mettre en œuvre la feuille de route du DVPR (Annexe 3 de l'aide-mémoire)	Premier semestre 2015	CNC/CRC	
	18. Mettre en place et intégrer les Brigades d'entretien des routes (BER) dans les Hadin Gwiwa afin de lier économiquement les dispositifs marchés et pistes	Janvier 2015	CNC/CRC	
	19. Renforcer les capacités techniques et de gestion des BER (génie rural et AcSAA)	Mars 2015	CNC/CRC	
	20. Faire du site de Baban Ruwa (Zinder) un pilote et organiser une semaine d'interaction sur site avec les 3 régions sur ce thème (ingénierie civile et sociale, CRA, génie rural, Hadin Gwiwa)	Février 2015	CNC/CRC	
Sous-Composante 2.2	21. Décrire la méthode détaillée de dimensionnement (normes) de chaque élément d'infrastructure dans les études de faisabilité	Immédiat	CNC/CRC	
	22. Continuer la prestation d'AGECHRAU niveau des 9 infrastructures commerciales dans les trois régions	Immédiat	CNC/CRC	
	23. Mettre en place le dispositif d'entretien courant auprès des organes de gestion des infrastructures commerciales	Mars 2015	CNC/CRC	
Etat d'avancement d'exécution du projet	24. Evaluer les performances du personnel par un Cabinet indépendant	PASADEM, PPI Ruwanmu	Janvier 2015	
	25. Responsabiliser toutes les parties prenantes/acteurs à mettre en œuvre la SDEA/FJ	PASADEM, PPI Ruwanmu, CARE, Swiss Contact	Année 2015	
	26. Prioriser les ménages avec des femmes enceintes et /ou avec des enfants de moins de 5 ans pour le ciblage des bénéficiaires des activités de nutrition	PASADEM, PPI Ruwanmu, opérateurs	Année 2015	
	27. Reprogrammer la restitution des résultats des enquêtes/études de référence du PASADEM et du PPI Ruwanmu en 2015 et la coupler avec celle de la situation de référence du ProDAF	31 décembre 2015	Cellules S&E	
	28. Réaliser la collecte des données pour établir la situation de référence des exploitations agricoles familiales (compte d'exploitation) en cohérence avec l'étude prévue pour leur définition	Juin 2015	Cellules S&E, partenaires d'exécution	
	29. Actualiser les indicateurs du cadre logique sur la base de l'approche actuelle d'intervention du projet	Mars 2015	CNC/CRC	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	30. Arrêter un nouveau format commun des appendices 2 et 4 du rapport de supervision. Travailler davantage en synergie et échanger de manière plus systématique	Immédiat et continu	Cellules S&E PASADEM et PPI Ruwanmu; Consultante S&E du FIDA	
	31. Commencer à identifier les thèmes des études thématiques et analyses approfondies qui seront menées dans le cadre des revues à mi-parcours des projets	30 mars 2015	Cellules S&E avec la collaboration des techniciens des composantes	
	32. Adapter les fiches de collecte du S&E afin de désagréger l'information par entités géographiques (point, lignes, polygones)	Immédiat	ONG prestataires, S&E	
	33. Mettre en place un comité de concertation pour la production d'une carte d'occupation du sol de référence pour Tahoua, Maradi et Zinder	1 ^{er} semestre 2015	Cellule SIG	
	34. Actualiser la base de données site web de documentation du programme Niger-FIDA avec tous les documents disponibles et l'utiliser en interne avant de la partager avec l'extérieur	Immédiat et continu	Cellules S&E, GATE	
	35. Mobiliser le GATE pour conduire des études en matière d'agriculture familiale	Année 2015	GATE	
Aspects fiduciaires	36. Recouvrer l'avance initiale au niveau du Don FIDA n°G-I-C-1390-NE. Ce recouvrement devra démarrer avec la DRF en cours de traitement au FIDA.	Immédiat	CNC/RAF	
	37. Soumettre une DRF dès l'atteinte de 30% de l'avance initiale du compte d'opérations (CRC) et du compte désigné (CNC).	Continu	CRC/CNC/RAF/Comptable	
	38. Finaliser les PTBA 2015 et 2016, et faire les projections financières avec un suivi mensuel strict et régulier des activités retenues.	Continu	CNC/CRC	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Période: 1 janvier au 31 octobre 2014

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Objectifs RPE/DCP	Cumulatif		Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA		Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet*	Homme	G:1826 M: 547 T: 860 Z:419	81 845	G: 63 950 M: 11216 T: 32 615 Z:20119	78%	G: 318 500 M:100 450 T:161 700 Z:56 350	65 776	20,74%	Ce sont les apprenants des CEMP et dans les participants aux travaux de traitement des bassins versants, les bénéficiaires des MP de Petite Irrigation, des JDC et les comités villageois de SE, les membres des COGES des AUE
	Personnes ayant bénéficié des services du projet*	Femme	G: 697 M: 204 T: 312 Z: 181	35 074	G: 28 807 M: 3 935 T: 20 060 Z:4 812	79%	G: 136 500 M: 43 050 T: 69 300 Z:24 150	28 524	20,88%	Ce sont les femmes apprenantes dans les CEMP et des participants aux travaux pour le traitement des bassins versants, les bénéficiaires des MP de Petite Irrigation, des JDC et les comités villageois de SE, les membres des COGES des AUE
	Ménages ayant bénéficié des services du projet*	Nombre	G:342 M:102 T:159 Z:81	16 703	G:13 251 M:2 164 T:7 525 Z:3 562	78%	G: 65 000 M: 20 500 T: 33 000 Z: 11 500	13 453	22,40%	La moyenne est de 7 membres par ménage et on suppose qu'au moins 5% des bénéficiaires appartiennent aux mêmes ménages
Sous-composante										
Nom de la sous composante										
SCA-1: Accès et gestion durables des ressources hydriques et foncières	Etudes réalisées sur le potentiel en terre irrigable	Nombre	0	3	3	100%	3	3	100%	Une par région. Les rapports provisoires sont disponibles et feront l'objet de validation avant la diffusion
	Piézomètres installés pour renforcer le réseau piézométrique existant	Nombre	0	275	310	113%	300	310	103%	Les missions de diagnostic des besoins réalisées par les DRGR et DRH ont identifié un besoin minimum de 310 piézomètres au niveau des trois régions
	Bassins Versants traitées*	Ha	0	1 000	1 857	186%	3 300	1 857	56%	Une convention de partenariat signé avec le PAM a permis au projet de réaliser au-delà de la prévision annuelle
	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état*	Ha	380,5	1 353	1 669,4	123%	6 800	2 049,9	30%	L'évaluation de la phase test des JDC a montré que l'approche utilisée (micro irrigation) n'était pas pertinente, donc l'objectif de 35 Ha à aménager à travers l'installation des 17 500 JDC ne sera pas atteint, comme l'activité est mise en veilleuse. D'où leur exclusion de l'objectif global des périmètres aménagés/consolidés
	Actes fonciers établis	Nombre	0	4 000	3 700	93%	5 000	3 700	74%	Tous les actes fonciers établis par les COFO ont été recensés dans les dossiers de microprojets de petite irrigation financés par le projet

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Cumulatif			Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Dossiers de Microprojets approuvés	Nombre	0	108	180	167%	250	180	72%	Le nombre de dossiers et les hectares correspondant: 30 dossiers pour 683 ha pour Tahoua, 63 dossiers pour 479 ha à Maradi et 87 dossiers pour 522 ha à Zinder
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles*	Homme	0	104	345	332%	210	345	164%	L'exercice 2014 a prévu la formation d'au moins 10 personnes par AUE avec une proportion de 30% de femmes au profit des membres de quinze (15) AUE qui sont prévues être installées. Les membres de ces structures ayant reçu les renforcements de capacité sur la gestion des ressources naturelles dépassent de loin les prévisions
		Femme	0	45	183	407%	90	183	203%	
	Groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés*	Nombre	0	15	15	100%	30	15	50%	Toutes les 15 AUE prévues au cours de cette année ont été mises en place
	Membres des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés*	Homme	0	52	345	663%	105	345	329%	5 membres étaient prévus pour chaque structure de gestion d'AUE. Actuellement, on dénombre une trentaine par AUE qui est vue désormais comme une structure devant couvrir tous les usagers à l'intérieur d'un bassin ou sous bassin versant
		Femme	0	23	183	796%	45	183	407%	
	Groupes de gestion des ressources naturelles comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nombre	0	15	15	100%	30	15	50%	Tous les 15 groupes de gestion des ressources naturelles installés cette année comprennent au moins des femmes dans leurs instances de direction
	Cadre de gestion de l'environnement élaboré*	Nombre	1				1	1	100%	Le cadre de gestion environnemental a été réalisé et le certificat de conformité environnementale du projet obtenu
	Etudes d'impact environnemental et social conduites	Nombre		2	1	50%	2	1	50%	Une étude d'impact environnemental et sociale pour les pistes a été produite et l'atelier de validation du document par le BEEI est en cours de préparation par le BEEI
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols*	Ha	0	1 000	1 857,13	186%	3 300	1 857,13	56%	Cette année, sur une prévision de 1 000 ha de superficie de terres dégradées à récupérer 1 857,13 ha ont été réalisées grâce au partenariat convenu avec le PAM
	Personnel des prestataires de services formé*	Homme	44	46	28	61%		90	188%	En 2013, une formation sur le suivi-évaluation était réalisée. Pour 2014, d'autres agents de ces opérateurs ont bénéficié d'une formation en SIG et la gestion des contrats sur le plan SE et comptable
		Femme	13	20	4	20%	21	17	81%	
	Représentants du	Homme	19	7	3	43%	59	22	37%	Des cadres de l'I3N, DG/GR, Ministère de

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Cumulatif			Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	gouvernement et fonctionnaires formés*	Femme	0	3	2	67%	25	2	8%	l'Agriculture et Ministère du Plan partenaires de mise en œuvre des activités du projet ont également bénéficié de formations sur financement du Projet
SCA-2: Renforcement des capacités de production et post récoltes et commercialisation	CEPM mis en place et animés	Nombre	103	223	400	179%	1 088	503	46%	L'objectif par rapport au nombre de CEPM à installer au cours de cet exercice a été rehaussé à 400 à l'issu du bilan semestriel effectué en fin juin 2014 en impliquant comme facilitateurs, les producteurs ayant été performants dans les CEPM 2013/2014. Le processus le leur mise en place est présentement achevé
	JDC mis en place	Nombre	0	1 500	1 350	90%	17 500	1 350	8%	Les kits de 20 m ² prévus initialement ne sont plus disponibles à la mise en œuvre. Il a été installé des kits de 50 et 500 m ² qui correspondent à 1 350 kits de 20 m ²
	Centres d'alphabétisation mis en place et opérationnalisés	Nombre	0	36	36	100%	68	36	53%	Le processus de mise en place des 36 centres alpha est achevé et les enseignements sont en cours de démarrage
	Personnel des prestataires de services formé*	Homme	22	46	61	133%	140	83	59%	L'année passée une seule formation a été réalisée en lien à la sous composante. La formation sur la mise en place des CEPM. Cette année il y'a eu deux; sur le système d'irrigation goutte à goutte et aussi pour les CEPM
		femme	2	20	11	54%	60	13	22%	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole*	Homme	1 826	2 100	7 000	333%	19 600	8 826	45%	Tous les stagiaires des nouveaux CEPM, bénéficient de formation sur des méthodes et techniques de production agricole
		femme	697	900	3 000	333%	8 400	3 697	44%	
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation*	Homme	1 826	2 142	0	0%	20 440	1 826	9%	En fin de la campagne des cultures irriguées 2013/2014, les GSC/ONG ont introduit les aspects de post récolte dans les enseignements de champs écoles, Pour la campagne 2014/2015, les CEPM viennent juste d'être installés, les mêmes enseignements sur les activités de post récoltes seront dispensés
		femme	697	918	0	0%	8 760	697	8%	
	Institutions financières participant au projet	Nombre	0	3	5	167%	6	5	83%	Le projet a travaillé avec des IMF dans le cadre du paiement du Cash des activités récupération des terres dégradées, et dans le financement des DMP de petite Irrigation à travers les fonds de garantie placés dans ces IF et aussi dans le processus d'identification des MER.
	Hadin Gwiwa animés	Nombre	0	15	12	80%	15	12	80%	12 Hardin Gouya ont été créés autours des plates formes de commercialisations identifiés

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Cumulatif			Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Groupes de commercialisation formés/consolidés*	Nombre	0	1	0	0%	32	0	0%	Les profils de 11 infrastructures potentielles ont été établis et les études de faisabilité sont avancées, cependant en lien avec l'insuffisance des ressources, le nombre est en train d'être revu à la baisse
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés*	Homme	0	21	0	0%	672	0	0%	L'infrastructure de commercialisation n'étant pas encore construite, le groupe n'est pas créé mais des idées émergentes déjà dans les discussions des HG
		Femme	0	9	0	0%	288	0	0%	
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nombre	0	1	0	0%	32	0	0%	Même si les groupes gestion ne sont pas mis en place, les femmes participent aux réunions des HG, ce qui devrait faciliter leur implication future dans les instances de direction
	Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus*	Homme	0	42	0	0%	840	0	0%	Cette formation est prévue pour les bénéficiaires des MER et à cette date aucun dossier de MER n'a été encore financé par le Projet
		Femme	0	18	0	0%	360	0	0%	Cette formation est prévue pour les bénéficiaires des MER et à cette date aucun dossier de MER n'a été encore financé par le Projet
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat*	Homme	0	46	0	0%	952	0	0%	Prévue pour les bénéficiaires des MER et les gestionnaires des infrastructures de collecte et de commercialisation
		Femme	0	20	0	0%	408	0	0%	Prévue pour les bénéficiaires des MER et les gestionnaires des infrastructures de collecte et de commercialisation
SCB-1: Réhabilitation/ Construction des des pistes rurales	Routes construites/remises en état*	KM	0	0	0	0	123	0	0%	Le processus de construction des pistes est au stade recrutement de l'Entreprise, les travaux vont commencer en début 2015
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé*	Nombre	0	0	0	0	7	0	0%	Ces groupements seront mis en place une fois les travaux réalisés
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés*	Homme	0	0	0	0	147	0	0%	Ces groupements seront mis en place une fois les travaux réalisés
		Femme	0	0	0	0	63	0	0%	Ces groupements seront mis en place une fois les travaux réalisés
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nombre	0	0	0	0	7	0	0%	Ces groupements seront mis en place une fois les travaux réalisés
SCB-2: Infrastructures communautaires de collecte et	Installations de commercialisation aménagées/remises en état*	Nombre	0	1	0	0%	2	0	0%	les études techniques construction d'une plateforme de commercialisation sont avancées. La construction sera réalisée en 2015.

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Cumulatif			Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
commercialisation	Installations de stockage aménagées/remises en état*	Nombre	0	0	0	0	3	0	0%	les études techniques construction d'une plateforme de commercialisation sont avancées. La construction sera réalisée en 2015
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé*	Nombre	0	1	0	0%	5	0	0%	Ces groupements seront mis en place une fois les travaux réalisés
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés*	Homme	0	3	0	0%	18	0	0%	
		Femme	0	2		0%	8	0	0%	
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nombre	0	1	0	0%	5	0	0%	
Coordination et gestion fiduciaire	Contrats/Conventions avec Opérateurs	Nombre	11	17	38	224%	40	49	123%	Cette année beaucoup de conventions de partenariat ont été signées avec des centres de recherche, des institutions spécialisées et aussi les Services étatiques
	Taux de décaissement Fonds Alloués	Taux	17,82%	39%	35,18%	90%	100%	0,53	53%	Après un peu moins de 3 ans, ce taux est globalement très satisfaisant en comparaison au taux de décaissement moyen des projets au Niger qui tourne autour de 45% et des projets FIDA
	DRF préparées et envoyées	Nombre	5	12	17	142%	58	22	38%	Une DRF est prévu pour chaque mois. A cette date, le projet est à sa 17ème DRF pour l'année en cours.
	Rapports audit sans réserve réalisés	Nombre	0	1	1	100%	5	1	20%	Seul l'audit de l'exercice 2013 est réalisé. Il faut la prochaine année pour effectuer celui de 2014
Gestion Technique	Rapports d'études Techniques réalisés	Nombre	2	3	3	100%	5	5	100%	Trois études sur les bassins versants et 2 études sur le potentiel irrigable
	Dossiers Techniques élaborés	Nombre	1	7	7	100%	5	8	160%	Les dossiers techniques sont relatifs aux sites de bassins versants qui nécessitent des traitements spécifiques comme les berges de Kori, le traitement fait à Falki
Suivi-Evaluation, Communication et gestion des savoirs	PTBA approuvé dans les délais	Nombre	4	4	4	100%	13	8	62%	3 PTBA des 3 régions validés par la CNC et un PTBA consolidé validé par le Comité de pilotage et approuvé par le FIDA
	Rapports Semestriels et Annuels élaborés et diffusés dans les délais	Nombre	8	8	8	100%	25	16	64%	Actuellement toutes les CRC et la CNC produisent ses rapports à temps

	Résultats	Unité	Réalisation PTBA 2013	Fin de la période			Objectifs RPE/DCP	Cumulatif		Observations (en relation avec les taux de réalisation du PTBA)
				Prévision PTBA 2014	Réalisé	% du PTBA		Réalisé	% RPE/DCP	
	Supports/actions de communication	Nombre	4	8	6	75%	25	10	40%	En 2014, les actions de communication menées concernent les lancements techniques et officiels du projet, l'installation d'un écran d'animation sur les activités du projet, etc.
	Note Capitalisation élaborées	Nombre	0	10	12	120%	10	12	120%	Au cours de la seule année 2014, 12 notes de capitalisation ont été réalisées, notamment dans le cadre de la conception du nouveau programme PRODAF, et sur une prévision de 10 pour toute la durée du projet.
Dialogue politique	Dossiers pris en charge	Nombre	1	10	26	260%	40	27	68%	Il s'agit des différents dossiers d'appui aux structures étatiques tant au niveau national que régional (I3N, Ministères, cadres de concertations, événements nationaux, etc.)

G: global; T=Tahoua; M = Maradi, Z= Zinder

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie (Financement initial)

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds en USD au 15 novembre 2014

1 DTS 1,466614 USD
 1 euros = 655,957 FCFA
 1 USD 526,6180246 FCFA

Bailleur de fonds	Pré évaluation	Décaissements	Pourcentage décaissé
Prêt FFE	18 757 400	10 538 770,72	56%
Prêt FIDA L-I-877	1 781 400	577 814,26	32%
Don FIDA n°1390	999 700	893 684,21	89%
Etat du Niger	4 113 900	227 661,55	6%
TOTAL	25 652 400	12 237 931	48%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds en USD au 15 novembre 2014

	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don du FIDA			Etat Niger			Total		
Composante	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Composante A	11 796 300	4 229 680	36%	1 006 600	121 418,19	12%	999 700	666 133	67%	3 041 900	75 005,23	2%	16 844 500	5 092 236	30,23%
Composante B	3 932 600	167 323	4,25%	774 700	62 754,67	8%				915 900	-	0%	5 623 200	230 078	4,09%
Composante C	3 028 500	3 400 693	112%	-						156 000	152 656,32	98%	3 184 500	3 553 349	111,58%
Total	18 757 400	7 797 696	42%	1 781 300	184 172,86	10%	999 700	666 132,71	67%	4 113 800	227 661,55	6%	25 652 200	8 875 663	34,60%

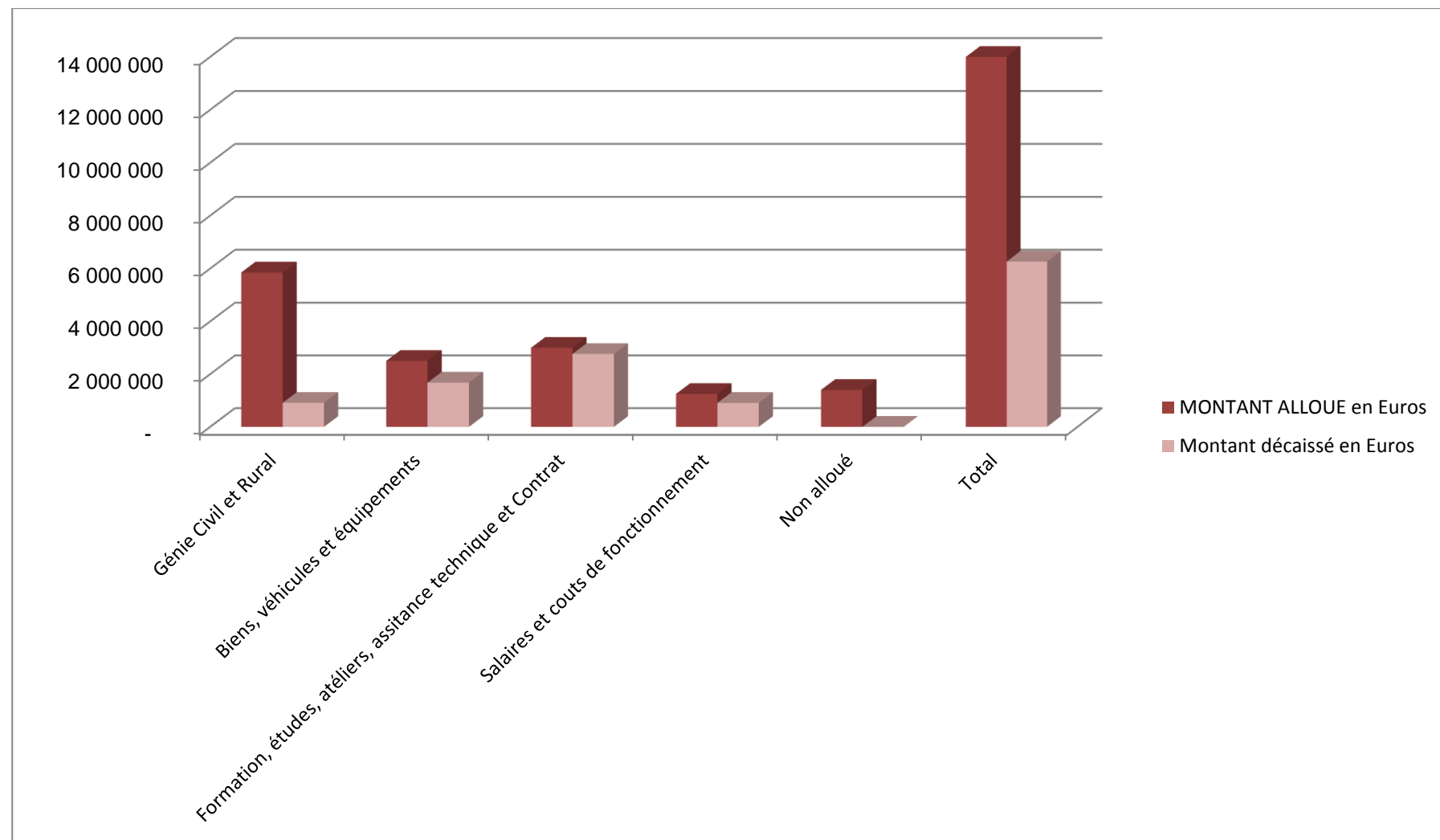


Tableau 5 C

PRÊT FIDAn°L-I-877-NE

Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU

Source de Financement: FIDA

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FIDA

TABELAU 5C: Situation au 15 novembre 2014

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 15 novembre 2014			DRFs n°05 EN ATTENTE DE PAIEMENT au 15/11/2014		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	262 990,49	200 000 000		0,00	0	262 990,49	200 000 000		-262 990,49	-200 000 000
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	893 210 219	123 859,62	95 332 027	10,59%	0,00	0	123 859,62	95 332 027	11%	1 046 140,38	797 878 192
2	Biens, véhicules et équipements												
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat												
4	Salaires et couts de fonctionnement												
5	Non alloué												
	TOTAUX	1 170 000,00	893 210 219	386 850,11	295 332 027	33,06%	0,00	0	386 850,11	295 332 027	33%	783 149,89	597 878 192

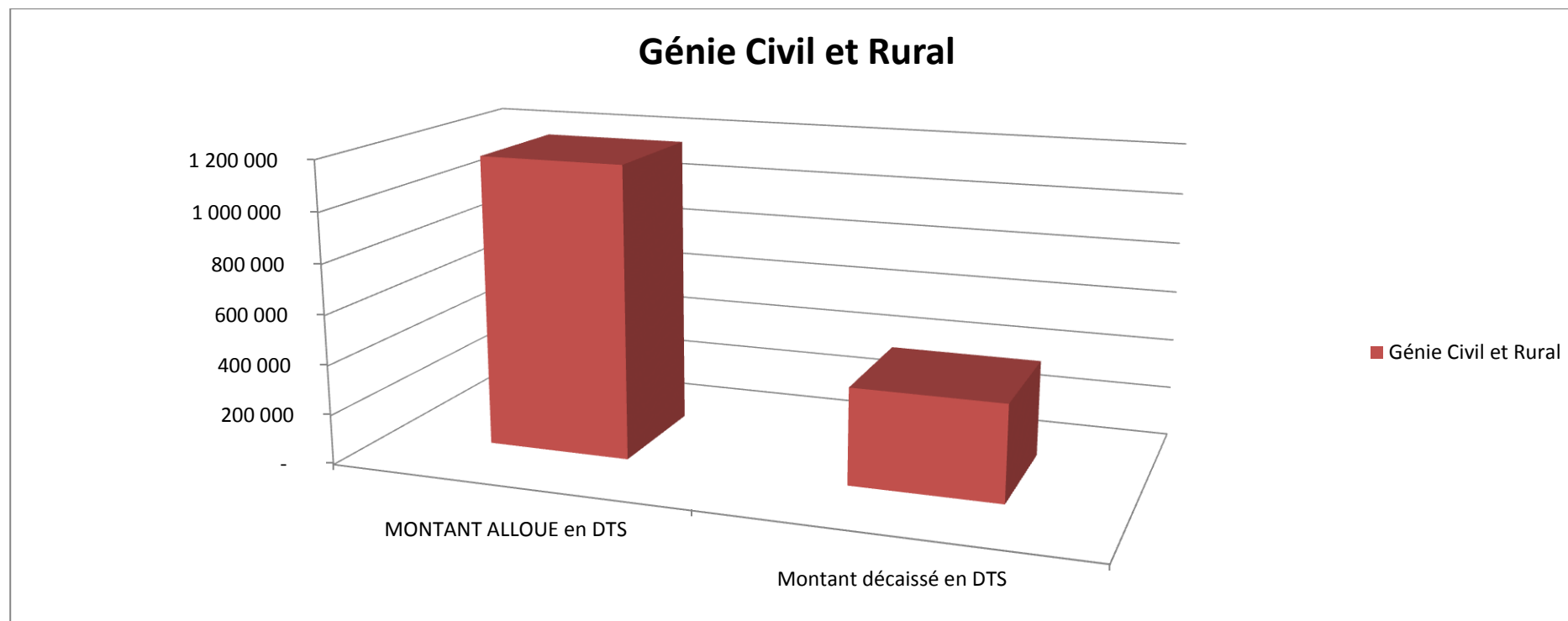


Tableau 5 C

DON FIDAN°G-I-C-1390-NE

Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU

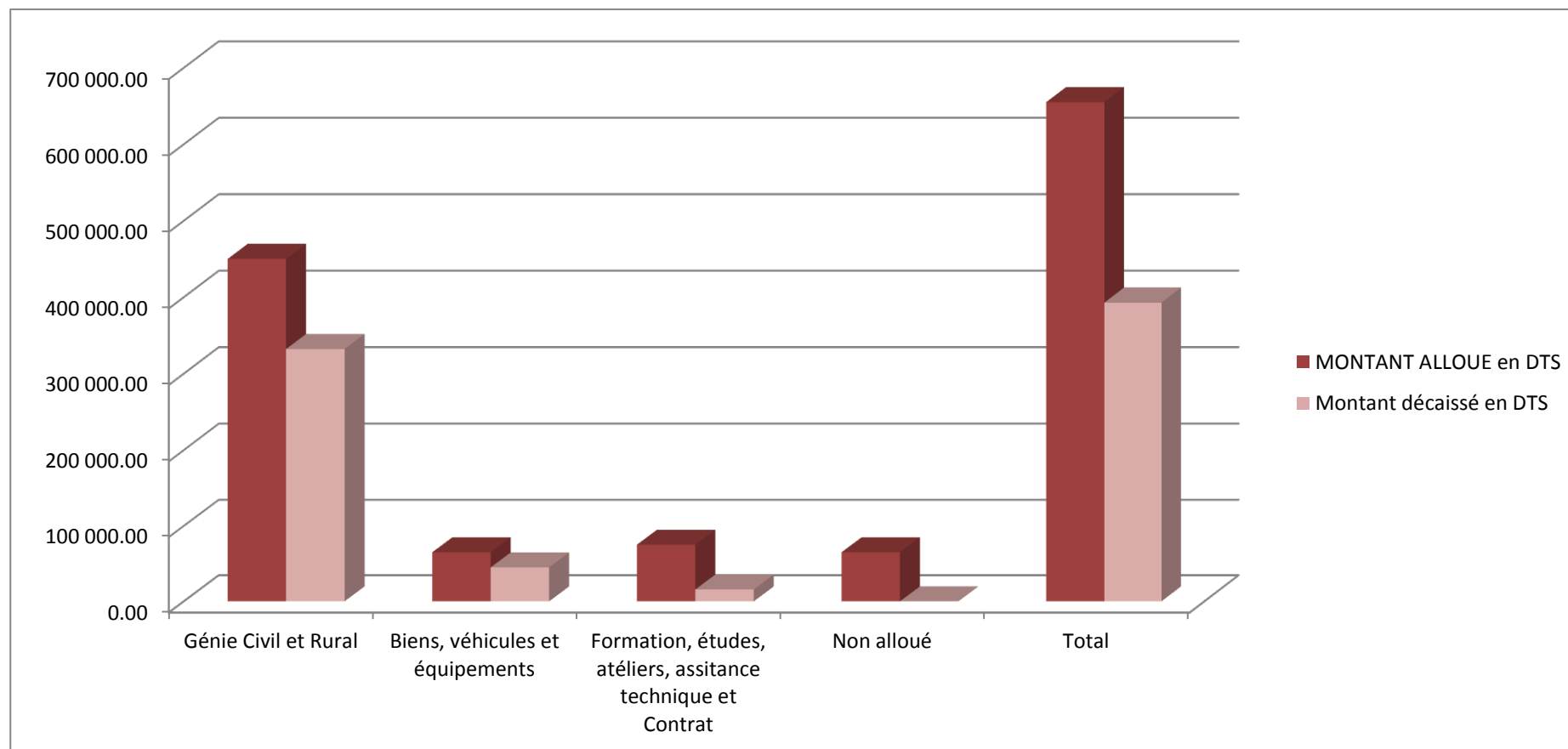
Source de Financement: FIDA

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE DON FIDA

TABELAU 5C: Situation au 15 novembre 2014

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 15 novembre 2014			DRFs n°08 EN ATTENTE DE PAIEMENT au 15/11/2014		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	131 495,25	100 000 000		0,00	0	131 495,25	100 000 000		-131 495,25	-100 000 000
1	Génie Civil et Rural	450 000,00	340 977 148	332 090,47	251 434 080	73,80%	56 478,46	43 618 521	388 568,93	295 052 601	86%	61 431,07	45 924 547
2	Biens, véhicules et équipements	65 000,00	49 252 255	44 975,85	33 689 500	69,19%	0,00	0	44 975,85	33 689 500	69%	20 024,15	15 562 755
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	75 000,00	56 829 525	15 586,14	12 037 289	20,78%	12 971,71	10 018 100	28 557,85	22 055 389	38%	46 442,15	34 774 136
4	Salaires et couts de fonctionnement								0,00				
5	Non alloué	65 000,00	49 252 255	0,00	0	0,00%	0,00	0	0,00	0	0%	65 000,00	49 252 255
	TOTAUX	655 000,00	496 311 181	524 147,71	397 160 869	80,02%	69 450,17	53 636 621	593 597,88	450 797 490	91%	61 402,12	45 513 691



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section E-1 de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant: a) Etablissement du Comité de Pilotage b) Attribution des fonctions de l'équipe du Projet (CNC et CRC) c) Approbation du manuel d'exécution du projet	Démarrage	Arrêté n°210/MAG/SG du 05/12/2012 portant création du comité de Pilotage Arrêté n°221/MAG/SG du 12/12/2012 portant attributions des fonctions de l'équipe du projet disponible au démarrage du projet Manuel d'exécution approuvé est disponible au démarrage	Disposition respectée
Section E-2	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 3 sous comptes opérationnels (Maradi, Tahoua et Zinder) ont été ouverts à la BIA Niger	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014	Disposition respectée
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et le bâtiment utilisé dans le cadre du Projet et assurance maladie pour le personnel du projet	Disposition respectée
	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le projet du PTBA 2015 est sorti et le Comité de Pilotage est prévu le 22 décembre 2014	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestrielle ment	2 rapports envoyés, le 3eme est en cours de transmis	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2015	Fixée en décembre 2015 par la mission de supervision	N/A
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2014	Audit démarré le 25 mars 2014, rapport déposé le 15 mai 2014. Contrat de 3 exercices 2013 à 2015.	

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

A l'instar de la mise en œuvre de tout projet respectueux des principes de reddition de comptes et de capitalisation de connaissances, l'exécution du PPI *RUWANMU* s'accompagne également d'un apprentissage quotidien des leçons issues du déploiement des activités de ce projet sur le terrain. Ces expériences ou leçons apprises couvrent non seulement les aspects organisationnels et techniques des acteurs (Opérateurs, techniciens, bénéficiaires) mais concernent aussi le domaine managérial du projet tant sur les aspects de coordination administrative et fiduciaire que sur le Suivi-Evaluation et la gestion des savoirs.

Ainsi, après environ deux ans de mise en œuvre du PPI *RUWANMU*, un certain nombre d'enseignements/leçons peuvent être tirés dans les différents aspects sus mentionnés:

Tout d'abord, la **logique d'intervention** qui marie ou allie les traitements des bassins versants pour protéger les bassins de production et optimiser les rendements des cultures maraichères dans un contexte de gestion rationnelle de l'eau est bien appréhendée par les différents acteurs notamment les associations des Usagers de l'Eau (AUE) dont le dynamisme se concrétise avec l'accompagnement des CRA et du RECA. De même, la place primordiale accordée à l'ingénierie sociale en amont de toutes les ingénieries civiles constitue un gage d'appropriation et de durabilité des infrastructures. Les acteurs sont impliqués dès le démarrage et réfléchissent ensemble sur comment mettre en place et développer leur pôle de développement autour des infrastructures commerciales à construire et en lien avec les bassins de production.

Plus spécifiquement, l'on peut noter plusieurs leçons apprises issues de la mise en œuvre des activités majeures du projet.

Les résultats de l'étude sur le **potentiel des terres irrigables** a fait ressortir un niveau de potentiel nettement plus élevé dans le pays en général et dans la zone d'intervention en particulier. La connaissance de ce potentiel permettra au projet et aux partenaires de concentrer leurs efforts dans les zones où la nappe est peu profonde permettant l'utilisation des modèles d'irrigation moins coûteux.

Dans le domaine de **traitement des bassins versants**, la synergie d'action entre le PAM et PPI Ruwanmu est une opportunité pour le passage à l'échelle des réalisations d'aménagement des bassins versants pour protéger ou restaurer le maximum des terres menacées ou dégradées.

Avec la constitution des AUE qui regroupent tous les acteurs utilisateurs de la ressource en eau, les communautés ont une meilleure compréhension des enjeux autour des actions de récupération et de restauration des versants dégradés et surtout de leurs impacts sur la quantité et qualité de l'eau, ainsi que la durabilité de l'exploitation des bassins de production.

Le niveau de **participation des femmes et des jeunes** aux travaux d'aménagement des BV est impressionnant au niveau de tous les sites. La constitution des groupes mixtes où le partage des tâches entre hommes, femmes et jeunes tient compte du niveau de pénibilité des tâches est très appréciée. Ainsi, les femmes sont très actives dans les tâches exigeant moins d'efforts physiques, notamment la réalisation des cordons pierreux, la production de plants, la plantation et la recherche des matériaux pour la fixation des dunes.

Le caractère saisonnier du processus de réalisation des **travaux d'aménagements des Bassins Versants** commande le respect strict de la feuille de route en prévoyant l'élaboration du dossier de microprojet (DMP) avant fin novembre, l'approbation du DMP par le CDAP avant fin décembre, la réalisation des travaux mécaniques entre janvier et mai, la production des plants doit démarrer au plus tard en mars, la plantation des arbres en fin juillet – début août selon le niveau d'humidité du sol.

Le défi majeur de la réussite du processus d'aménagement des BV reste le gardiennage des sites ou la mise en défens sur une période de trois ans afin que le couvert herbacé et arboré s'établisse durablement.

Par rapport au renforcement des capacités par la méthode les **champs écoles paysans maraichers (CEPM)**, les principales leçons retenues de la mise en œuvre de cette activité au cours de la première année sont:

Les CEPM constituent un véritable cadre d'échange inter producteurs dont la vitalité est observée quand les producteurs innovateurs sont de même sexe ou de même génération. L'approche CEPM couplée aux visites des parcelles des apprenants s'avère un outil essentiel de vulgarisation des techniques et technologies en milieu paysan, ceci est illustré par les taux d'adoption élevé de certaines thématiques enseignées qui produisent sans conteste de bons résultats vérifiés et démontrés à travers la comparaison des pratiques au sein du CEPM. Parmi ces thématiques, on peut citer:

- La technique des planches de 1mx10m =10m² qui permet de réaliser avec aisance les opérations culturales comme le sarclage, le sarclo-binage et le désherbage, alors que les parcelles paysannes ne correspondent pas aux normes en termes de dimensionnement et d'écartement entre les plants;
- La technique d'utilisation des films plastiques sur les canaux gravitaires d'irrigation permet la réduction considérable de la perte d'eau;
- La capacité d'animation du facilitateur est également une condition importante de réussite du CEPM.

Au titre des leçons retenues suite à la mise en œuvre de l'activité **aménagement et mise en valeur des sites de petite irrigation** au cours de cette campagne 2014/2015, il est à noter:

- La nécessité d'anticiper les étapes d'élaboration et de validation des dossiers des promoteurs avant fin décembre, la passation de marchés pour les travaux de janvier à février et la réalisation des forages et réseaux californien entre mars et juin; et de privilégier les extensions de superficie au niveau des zones de consolidation.

En matière de **communication**, plusieurs actions ont été entreprises par le projet notamment:

- Le lancement officiel de la campagne des cultures irriguées par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, sur le site de Bazaga;
- La publication de trois articles sur les activités majeures du projet sur le site du RECA;
- La contribution au financement du journal mensuel « Manomi » du Ministère de l'Agriculture et l'insertion d'articles ponctuels;
- La publication d'un article sur les activités de traitement des bassins versants à la demande du ministère de l'Environnement;
- Le lancement du processus de mise en place d'une base de données pour le Suivi Evaluation du Projet
- La conception d'une méthode d'appréciation du niveau d'avancement physique des activités du projet;
- La dotation du projet d'un document stratégique sur les questions de communication;
- L'interview du Coordonnateur National accordé au journal officiel (Sahel Dimanche) sur le thème « Agriculture familiale et la contribution du Projet Ruwanmu dans ce domaine au Niger », publié le 17 mars 2014;
- La réalisation d'une plage vidéo sur une vue d'ensemble du Projet (Vision, Objectif, Composantes du Projet, résultats attendus, Stratégie d'intervention, zone d'intervention, budget et sources de financement, etc.) diffusée au ministère de l'agriculture et au niveau de la Cellule Nationale de Coordination du Projet à Niamey;
- La diffusion des fiches techniques des activités du projet lors du Salon de l'Agriculture, de l'hydraulique et de l'élevage (SAHEL 2014) du Niger organisé du 06 au 09 mars 2014 à Niamey;
- La confection des plaques de visibilité au niveau de tous les sites d'intervention du projet.

Innovation

Associations des usagers de l'eau (AUE). La structure AUE proposée dans le cadre du *Ruwanmu* à l'échelle d'un bassin versant constitue une innovation du projet. Elle reposera sur deux piliers: (i) l'autorité du bassin versant (comprenant usagers et autorités publiques), et (ii) les associations d'usagers de l'eau (irrigation, élevage, domestique, industriel) subdivisées en unités territoriales⁹ d'exploitants des eaux. Cette structure permettra une implication des usagers dans la gestion durable des ressources hydriques en collaboration avec les communes concernées. A date, un manuel de mise en place et d'accompagnement des AUE dans les bassins de production a été élaboré par le RECA. Les séances de sensibilisation/animation sont en cours sur les sites d'émergence des AUE identifiés dans les 3 régions et des cadres de concertations des AUE ont été mis en place.

Champs écoles paysans maraîchers (CEPM). L'expérience des champs écoles paysans (CEP) n'est pas nouvelle au Niger. Plusieurs projets antérieurs au *Ruwanmu*, particulièrement le PPILDA, ont développé des CEP mais ceux-ci étaient axés sur les cultures pluviales. Le développement à grande échelle des CEPM est une innovation du *Ruwanmu*. Les CEPM sont conçus comme des lieux d'échanges qui doivent être reproduits par les producteurs lorsqu'en saison 2 ils deviendront eux-mêmes animateurs de nouveaux CEPM. La mission a noté que les GSC/ONG ont réussi à impliquer dans les CEPM des producteurs/productrices avec une expérience certaine et notamment en faisant le lien avec l'intervention du PUSADER afin de mieux utiliser et gérer les investissements réalisés avec l'appui de ce projet. Il a été noté qu'au moins 18% des producteurs formés dans les CEPM animent des CEPM en 2014.

Dans l'optique de **capitaliser et diffuser les bonnes pratiques**, les équipes du projet ont élaboré et diffusée trois notes de capitalisation. Il s'agit de:

- La note de capitalisation sur les champs école paysan maraichers (CEPM);
- La note de capitalisation sur le traitement des bassins versants;
- La note de capitalisation sur l'évaluation du niveau d'exécution des activités du PTBA à travers la méthode des 8 jalons (M8J).

⁹ L'unité territoriale correspond à un site sur lequel les exploitants dépendent d'un même point d'eau utilisée